

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

N'oublions pas l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, il y a 26 ans

Nous, les participants à la conférence qui s'est tenue, le 21 mars 2025, au Club militaire serbe sous le titre «*Quand la guerre a été réintroduite en Europe*», pour commémorer le 26^e anniversaire du début de l'agression de l'OTAN contre la Serbie (République fédérale de Yougoslavie), avons souscrits à la déclaration qui suit:

Déclaration

Nous nous engageons pour

- La dissolution de l'OTAN qui, par son agression contre notre pays, s'est formellement transformée d'une alliance défensive en une alliance agressive basée sur l'ordre mondial unipolaire et le système néolibéral d'entreprises. En 1999, la politique d'élargissement de l'OTAN vers l'Est s'est intensifiée et a amené le monde au bord de l'abîme nucléaire. Aujourd'hui, de plus en plus de gouvernements des pays membres se rendent compte du fait que l'OTAN n'est plus qu'une relique de la guerre froide n'ayant plus sa place dans l'ordre mondial multipolaire;
- la fermeture de la base militaire américaine de *Camp Bondsteel* et de toutes les bases militaires étrangères dans les Balkans, en Europe et dans le monde entier. Avec le *Camp Bondsteel*, le monde a affaire à une base militaire illégale – tout aussi illégale que l'agression de l'OTAN, la sécession unilatérale qui en est issue et sa reconnaissance sous la pression des Etats-Unis et de l'UE. Cette base a été construite sur une partie du territoire serbe temporairement placée sous le mandat de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, et ce en défaillance du consentement de la Serbie ainsi que de celui des Nations unies;
- le dépôt d'une demande d'indemnisation pour les dommages de guerre. L'OTAN a gravement violé les principes fondamentaux du droit international, la Charte des Nations unies, l'autorité suprême du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Acte final de la CSCE à Helsinki (1975) et la Charte de Paris, se trouvant donc dans l'obligation de dédommagement des destructions causées. Solliciter cette réparation est à la fois droit et devoir moral de la Serbie envers les victimes de l'agression;
- la promotion d'activités visant à enquêter sur les conséquences de l'emploi d'armes à l'uranium appauvri et d'autres moyens à destruction massive. Les décisions pertinentes en matière prises par notre Parlement et le gouvernement de Serbie doivent être mises en œuvre, tout comme les promesses faites en public doivent être tenues;
- la création du *Centre de documentation et de recherche sur l'agression de l'OTAN* marquant un tournant en politique mondiale. En tant que victime de l'agression qui constitue, après la Seconde Guerre mondiale, la première guerre menée sur le sol européen la Serbie le mérite. Les organisateurs de cette conférence disposent d'un concept en ce sens;
- l'établissement d'une liste des victimes civiles de l'agression de l'OTAN. Il faut éviter que les générations futures ne nous critiquent pour une défaillance encore corrigible. Un tel pas fait inévitablement partie de la culture de la mémoire;
- l'adaptation de nos politiques intérieure et extérieure aux nouvelles réalités en Europe et dans le monde. Les changements tectoniques, tout aussi perceptibles dans l'environnement européen que mondial, exigent des adaptations en profondeur. Tout comme ils nécessitent une vision perspicace d'une protection plus approfondie des intérêts nationaux et étatiques ainsi que de la planification à long terme dans ces buts;

La Croatie, l'Albanie et leur prétendue alliance militaire «avec le Kosovo»

Des velléités anti-serbes sont clairement perceptibles dans la récente signature d'un document faisant état d'une alliance militaire entre la Croatie, l'Albanie et le soi-disant Kosovo. Ce document porte gravement atteinte à la stabilité et à la coopération dans la péninsule balkanique. De tels projets incluant deux membres de l'OTAN ainsi qu'une entité se trouvant sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU constituent également une violation flagrante de la résolution 1244 de ce même Conseil de sécurité de l'ONU.

Il en découle que ce territoire, qui fait partie de la Serbie, n'est pas habilité à conclure ce genre d'accord sans l'autorisation du Conseil de sécurité et du gouvernement de Serbie. Ses dispositions garantissent notamment la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie ainsi que la démilitarisation du soi-disant Kosovo.

Un tel accord entre deux pays membres de l'OTAN et le «Kosovo», qui est un territoire

ayant fait illégalement sécession d'avec la Serbie, aura difficilement été conclu sans la volonté expresse et le consentement des dirigeants de l'OTAN.

Il s'agit d'une intensification unilatérale des pressions exercées par l'OTAN sur la Serbie pour qu'elle modifie sa politique de neutralité militaire, introduise des sanctions contre la Russie, renonce à son partenariat stratégique avec la Chine et abandonne la *Republica Srpska* et, de cette façon, la défense de son statut d'entité équitable dotée de compétences garanties par l'accord de paix de Dayton et la constitution qui lui est inhérente.

Živadin Jovanović,
Président du Forum de Belgrade
pour un monde plus équitable,
Belgrade, le 28 mars 2025

(Traduction *Horizons et débats*)

- la condamnation la plus ferme de toute ingérence dans les affaires intérieures et la politique étrangère de la Serbie;
- la préservation des ressources naturelles, minérales et autres de la Serbie, y compris les minéraux stratégiques, les métaux précieux, les terres agricoles, les eaux et les forêts. La stagnation et la crise économique persistantes dans toute l'Europe ne sont pas le moment de brader nos richesses naturelles ou de faire des concessions, mais plutôt d'insister sur davantage de soin et de confiance dans nos propres ressources. Tout cela sera lié à la diversification plus audacieuse concernant nos facultés de coopération dans les domaines économique, technologique et d'investissements;

«Nous nous engagerons pour l'arrêt de la course aux armements. Si certains pays européens devaient poursuivre cette course aux armements, ils risquent de devenir les otages de stocks d'armes et les sources de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité, avec des conséquences imprévisibles. Les préparatifs de guerre – à l'heure où les dirigeants des pays les plus puissants cherchent des voies vers la paix, la sécurité mondiale et le partenariat, à l'heure où la majorité mondiale aspire à un ordre mondial et au développement – sont un signe d'irresponsabilité et d'aveuglement politique.»

- la révision des règles et pratiques existantes concernant les soi-disant ONG() (organisations non-gouvernementales) financées depuis l'étranger, organismes poursuivant souvent les intérêts de parties étrangères, encourageant ainsi leurs ingérences dans les affaires intérieures et dans la politique étrangère de notre pays. Il doit être établi si de telles ONG ont disposé aussi de fonds provenant du budget de l'état serbe, c'est-à-dire des fonds appartenant aux citoyens serbes;
- la révision du cadre actuel de l'UE pour le dialogue sur le Kosovo et la Métochie. Ce pour raison qu'il s'est avéré n'être qu'un mécanisme politique permettant d'extorquer à la Serbie des concessions inacceptables favorisant le séparatisme et portant ainsi atteinte à la souveraineté de l'Etat et à l'intégrité territoriale du pays. Au cours des quinze dernières années, ce cadre n'a fait qu'empêcher la Serbie d'appliquer la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, résolution qui constitue la principale base juridique pour la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Serbie. Somme toute, ce cadre n'ayant pas produit les résultats escomptés n'est donc pas susceptible d'offrir une solution juste, équilibrée et durable;
- la reprise du processus de résolution de la question du Kosovo et de la Métochie sous

l'autorité et dans le cadre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, afin de remplir toutes les obligations non remplies à ce jour en vertu de cet acte juridiquement contraignant, y compris la garantie du droit au retour libre et en toute sécurité de 250000 Serbes et autres non-Albanais déplacés; la fin de la violence systématique à l'encontre des Serbes et des autres non-Albanais et de leur épuration ethnique; le retour et le rétablissement des contingents fixés de l'armée et de la police serbes (jusqu'en 1999); la démilitarisation de la Province; la sécurité, la liberté de circulation, de l'éducation et de religion pour les Serbes et les autres non-Albanais; la restitution des biens privés, sociaux et publics

- expropriés par la force; le respect de tous les autres droits humains fondamentaux des Serbes habitant actuellement la Province;
- l'annulation de tous les actes, documents, modifications et mesures se révélant être en contradiction avec le statut de la Province en tant que partie du territoire serbe, actuellement placée sous le mandat du Conseil de sécurité des Nations unies *par intérim*, c'est-à-dire qui se trouvent être en contradiction avec la Constitution serbe et la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies;
- le rôle proactif de la Serbie dans la construction d'une nouvelle architecture de sécurité européenne; ce rôle lui revient en raison de sa contribution extraordinaire à la paix, à la sécurité et au développement de la civilisation européenne. Ce rôle hors du commun lui appartient notamment pour respect de la part prise par la Serbie dans la défaite du nazisme, il y a 80 ans, et en se rendant compte surtout de ce que la Serbie (la République fédérale de Yougoslavie) a été le premier pays à s'opposer fermement à l'hégémonie et à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Dans le même esprit, elle a également défendu décidément les principes fondamentaux du droit international, tels qu'ils ont été établis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale;

- le renforcement de la politique de neutralité active dans le but de la relever au rang de principe constitutionnel, ainsi que le développement de relations et de coopération équitables avec tous les acteurs clés des affaires mondiales, sur la base du respect et de la poursuite réciproque et de leurs intérêts mutuels.

Nous saluons le dialogue au plus haut niveau et le début de normalisation des relations entre la Russie et les Etats-Unis, en ce qu'elles constituent une importante évolution stratégiquement positive, ainsi que les efforts déployés par les Présidents *Poutine* et *Trump* dans le but de renforcer la sécurité mondiale et parvenir à la paix en Ukraine, tout en éliminant les causes qui ont déclenché la crise dans ce pays.

En plus, nous nous engagerons pour le même dévouement pour

- le rétablissement et le respect du cessez-le-feu dans la bande de Gaza et l'approvisionnement gratuit en aide humanitaire à la population palestinienne dans le besoin;
- l'arrêt de la course aux armements. Si certains pays européens devaient poursuivre cette course aux armements, ils risquent de devenir les otages de stocks d'armes et les sources de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité, avec des conséquences imprévisibles. Les préparatifs de guerre – à l'heure où les dirigeants des pays les plus puissants cherchent des voies vers la paix, la sécurité mondiale et le partenariat, à l'heure où la majorité mondiale aspire à un ordre mondial et au développement – sont un signe d'irresponsabilité et d'aveuglement politique. L'allocation de nouveaux milliards d'euros à l'armement ne peut que conduire à un approfondissement de la crise économique en Europe, à une sortie plus rapide des capitaux, à une baisse du niveau de vie et à une augmentation de l'instabilité. La solution ne réside pas dans la militarisation et la russophobie, mais dans la normalisation et les bonnes relations de voisinage;
- une Bosnie-Herzégovine conforme aux Accords de Dayton, établie sur la base de l'égalité des trois peuples constitutifs et de deux entités autonomes dotées de pouvoirs inviolables. Nous nous opposons aux tentatives de rétablir une Bosnie-Herzégovine où l'élite d'un peuple domine les autres peuples. Nous plaçons pour la fin de la persécution politique de *Milorad Dodik*, Président de la *Republika Srpska*, et de ses autres dirigeants;
- l'abolition de l'institution de *Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine*, dans sa qualité de vestige des temps passés, du néocolonialisme et de l'expansionnisme, fonction constituant actuellement le plus grand obstacle au fonctionnement du système constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine et de ses entités;
- la condamnation la plus ferme de toutes les formes de répression, de harcèlement et de terrorisme actuellement utilisées contre les Serbes dans la province du Kosovo et de Métochie, dans le but d'arrêter enfin l'épuration ethnique du peuple serbe en cours.

Adopté par:
Forum de Belgrade pour un monde plus équitable,
Club des généraux et amiraux serbes,
Fonds de la diaspora pour la mère patrie,
SUBNOR Serbie, Association des anciens combattants des services de renseignements militaires serbes, Association des anciens combattants des unités spéciales de la police.

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats*)

Jusqu'à quand les Allemands vont-ils tolérer encore d'être manipulés et trompés par leur classe politique?

L'Allemagne après le magouillage cynique pratiqué par l'alliance CDU/CSU, SPD et Verts – unis pour contourner la Loi fondamentale

par Ewald Wetekamp, Stockach (DE)

Comment s'est déroulée le dernier acte de la coalition dite «du feu rouge» en Allemagne? Rappelons donc que le FDP s'est opposé au fonds allemand financé par des milliards de dettes que le ministre de l'économie de l'époque, M. Haubeck, voulait mettre en place pour atteindre ses objectifs climatiques. Ce qui a contraint le chancelier Scholz de se soumettre au vote de confiance aboutissant au non et ainsi à la destitution de son mandat. Il a donc fallu organiser des élections anticipées en Allemagne. Entretiens, l'Allemagne a voté en effet. Le CDU/CSU, ivre d'avoir obtenu la majorité des voix, a abondamment fêté cette «victoire», même si ce résultat était, pour la CDU/CSU, le pire (pour la seconde fois), depuis l'existence de la République fédérale d'Allemagne. Lors de la campagne électorale, leur candidat principal, Friedrich Merz, s'était montré généreux à débiter des promesses. Une de ces promesses cruciales réitérées a été le respect du frein à l'endettement, solidement ancré dans la Loi fondamentale. Il ne serait pas touché, rassurait Merz. En raison de consolider le soi-disant «mur de feu» vis-à-vis de l'AfD, évoqué également par Merz, il a su construire le rapprochement du CDU/CSU envers le SPD, apparemment pour forger un contrat de coalition avec eux.

Qu'en est-il de la fiabilité et la bonne foi?

Mais il s'est produit ce qui arrive presque toujours dans les démocraties occidentales: En quoi mes promesses électorales me préoccuperaient-elles, une fois les élections passées? Ainsi réflexion faite, M. Merz a aussitôt commencé à laisser tomber, ça et là, qu'il s'engagerait lui aussi, vu la situation internationale menaçante, à supprimer le frein à l'endettement. Mais que s'était-il donc passé du jour au lendemain? Quelles sont les raisons de ce revirement criant de M. Merz, revirement qui lui ouvrit la porte envers son futur partenaire de coalition, le SPD, agent du chancelier? Selon le «nouveau» M. Merz, l'Allemagne aurait besoin d'un fonds spécial atteignant le chiffre inouï de 500 milliards d'euros pour la remise en état et le développement de l'infrastructure. Dans ce raisonnement, l'armée allemande est un autre parent pauvre, actuellement en état lamentable. Elle n'est pas en mesure de remplir sa mission de défense nationale, ni dans le domaine de son équipement ni dans celui de son personnel. Pour remédier à cette situation, Merz soutient que le frein à l'endettement doit être suspendu au profit d'un réarmement allemand en bonne et due forme. Pour cela, une autre tranche de 500 milliards supplémentaires est donc à débloquent, montant à dimension fantaisiste comme le premier mais dorénavant disponible par le bâton magique de la suppression du frein à l'endettement – et ce, dans l'avenir, à répétition selon besogne...

Un dilemme artificiel du candidat à la chancellerie

Le candidat à la chancellerie Merz est confronté à un dilemme. Son niveau de voix atteintes est très faible. Pour devenir chancelier, au Bundestag, il aura besoin des voix du SPD. Mais sans nécessité extérieure, il s'est mis dans des difficultés encore plus troublantes. Au cours de l'ancienne législature, Merz voulait faire passer un amendement à la Loi fondamentale au Parlement. Là aussi, cette modification de la loi fondamentale avait requis la majorité des deux tiers. Cette fois-ci, Merz avait besoin des voix des Verts. Il ne s'en faisait pas beaucoup. Du coup, son ancienne devise comme figure de proue de la CDU/CSU, son «jamais avec les Verts» s'est aussitôt transformé en un cadeau de cent milliards à l'attention des Verts. Lors de la lecture de la nouvelle loi au Bundestag, un autre «cadeau» a été fait aux Verts: l'inscription des objectifs climatiques des Verts dans la Loi fondamentale. C'est pourtant du jamais vu en Allemagne, le fait que des objectifs partisans issus dans le débat politique se trouvent inscrits dans la Loi fondamentale. Ils n'y appartiennent pas se trouvant soumis comme lois réelles au processus de législation du Parlement.

Le groupe des Verts avait donc de quoi jubiler – sans le moindre effort de sa part, il avait obtenu plus que du temps de la coalition tripartite. Ce ne fut possible que parce que c'était eux à faire pencher la balance, c'est-à-

dire que sans ces concessions extorquées aux Verts, il aurait précisément manqué à M. Merz ces voix décisives par rapport à la modification de la Loi fondamentale. Quel odieux marchandage! On ne peut traiter l'électeur de manière plus irrespectueuse!

Lors de la votation au Bundestag allemand, le vote manifeste des électeurs allait dans une toute autre direction. La somme débloquée après, mentionnée ci-dessus, atteint le montant vertigineux de près de mille milliards d'euros. Elle est et reste à la charge de nous autres, simples contribuables. Une telle montagne de dettes fait grimper les intérêts ainsi que l'inflation. Ce qui nécessite un effort hors du commun en période de prospérité économique déjà, effort qui n'est plus possible en période de désindustrialisation, de délocalisation des entreprises, d'effondrement des classes moyennes et d'augmentation des faillites privées. Ce projet chimérique soulève donc tout particulièrement la question centrale de la constitution financière allemande. Mais il n'y a pas de débat à ce sujet. Ce n'est pas un hasard si un journal russe a titré avec dérision: «Le nouvel Chancelier allemand s'appellera Monsieur BlackRock!»

Le oui du Bundestag ne repose pas sur une majorité réelle

Le frein à l'endettement est ancré dans la Loi fondamentale. Si l'on veut le supprimer, il faut une majorité de deux tiers. Pour la modification de la loi fondamentale, il fallait, selon la conspiration en cours, faire vite, non pas sur le fond, mais en raison de la fin de la législature du gouvernement sortant. Faire procéder à une modification de la Loi fondamentale pendant cette période de transition par un gouvernement déchu, à l'initiative du chef de l'opposition au Bundestag allemand, est un manque de respect envers la légitimité démocratique du nouveau Bundestag, une minable magouille. De telles pratiques n'étaient pas courantes jusqu'à présent. En effet, selon les voix critiques qui s'annoncent, si l'ancien parlement légiférait après les élections, les nouveaux députés seraient lésés dans leur droit de décision. Le principe de légitimité démocratique exige en principe que toutes les décisions qui peuvent être reportées soient laissées au nouveau Bundestag représentant la nouvelle légitimité – déjouée dès le début par la politique politicienne ayant gravement échoué lors des votations.

Le SPD, les Verts et la CDU/CSU ont fait valoir que la modification de la Loi fondamentale était une décision urgente ne permettant pas d'être reportée, car nous nous trouverions, répètent-ils, dans une situation d'urgence exceptionnelle. C'est pourquoi, selon eux, la modification de la loi fondamentale devait être décidée avant la fin de la législature. Plus tard, les responsables parleront sans doute de «mensonge d'urgence». Compte tenu du fait que le CDU/CSU, le SPD et les Verts ne disposent plus d'une majorité des deux tiers au Bundestag nouvellement élu, il s'agit en réalité de mensonge et de tromperie préméditée.

Corruption sur toute la ligne

La majorité des deux tiers, contraignante au sein du Parlement encore en place a dû être achetée, par la CDU/CSU, au prix d'incroyables concessions au SPD et aux Verts. Merz l'a fait et agit à nouveau contre la volonté des électeurs. Comme si la confiance n'avait pas été suffisamment érodée et abusée, la nomination de l'ancienne ministre allemande des Affaires étrangères Baerbock, qui a lamentablement

échoué, comme future présidente de l'Assemblée générale de l'ONU est venue s'ajouter comme dernier acte de dérision envers les électeurs. La diplomate de haut niveau et respectée Helga Schmid, qui était en fait la candidate à cette fonction, en est pour ses frais.

Après le vote du Bundesrat sur la modification souhaitée de la Loi fondamentale avec tous les fonds spéciaux et la suppression du frein à l'endettement pour faire avancer l'armement, il n'a fallu que 24 heures au Président fédéral Frank-Walter Steinmeier pour signer la loi. On aurait pu s'attendre à autre chose de la part de sa fonction de l'un des plus grands protecteurs de la Loi fondamentale. Mais la séparation des pouvoirs s'est érodée depuis très longtemps en Allemagne. Cela a également été observé lors de la saisie de la Cour constitutionnelle fédérale. Les demandes d'urgence visant à empêcher le projet de loi n'ont pas été acceptées, la modification de la Loi fondamentale a été approuvée. Qui s'en étonnera, puisque la Cour suprême allemande est un organe politiquement composé, dans lequel il n'est pas rare que l'appartenance à un parti ou la proximité avec un parti aient plus de poids que les compétences juridiques en matière de droit public. Tout cela détruit la confiance des électeurs, pas seulement celle des électeurs de la CDU/CSU. La tendance dominicale, relevée entre le 17 et le 21 mars 2025, montre déjà des signes clairs: Union et SPD perdent un pour cent, l'AfD progresse d'un pour cent.

L'électeur a misé sur un changement de politique, et ce avec l'élection de Merz comme candidat à la chancellerie. Il est trompé sur toute la ligne. Car dans ce cas, tout continue comme avant. Le changement de politique choisi est refusé. L'Allemagne s'enlise dans un marécage de dettes, perd de manière flagrante sa puissance économique et perd sa fonction de moteur économique de l'UE.

Tambours de guerre en Allemagne et dans toute l'UE

La crise climatique hautement stylisée a été mise en scène avec une polarisation aiguë. Dans la pandémie, les peurs des gens ont été attisées jusqu'à l'hystérie. Dans les deux cas, la science a abdiqué ou a été érigée en une sorte de nouvelle religion. Ce ne sont pas les faits, mais la bonne attitude et la bonne croyance qui ont été postulées et bien souvent imposées. L'aggravation de l'antagonisme social à cette époque semble être devenue le précurseur de l'hystérie guerrière pratiquée au Bundestag. Pour toutes les exigences formulées par la CDU/CSU, le SPD et les Verts, qui génèrent près de mille milliards de dettes, l'immense menace qui, selon eux, émanerait de Poutine et de la Russie, a été instrumentalisée de manière grotesque.

Tout cela semble avoir été bien préparé. Baerbock a parlé d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie. Manfred Weber, homme politique de la CSU, président du parti et du groupe PPE au Parlement européen, demande que notre attitude comme Européens soit transformée en «aptitude à la guerre».

L'armée allemande conseille aux organisations humanitaires allemandes de se préparer à la guerre. A Cologne, on prévoit déjà de transformer un parking souterrain en unité de soins intensifs en cas de catastrophe ou de guerre. Rheinmetall, une entreprise d'armement en Allemagne, envisage de reprendre des usines VW désaffectées, comme par exemple à Osna-brück, pour y produire des chars. Les actions de Rheinmetall et d'autres entreprises d'arme-

ment s'envolent. Le patron de Rheinmetall, Armin Papperger, parle d'un super-cycle conjoncturel dans le secteur de l'armement.

Joseph Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères et membre du Parti vert, plaide pour la réintroduction du service militaire obligatoire pour les hommes et les femmes. L'Union européenne a adopté un programme de défense ambitieux lors de son sommet de printemps. D'ici 2030, 800 milliards d'euros doivent être investis dans le renforcement militaire de l'Europe. L'Allemagne doit contribuer à 25 % de cette somme. Cela représente encore 200 milliards.

Tous ces appels et ces prises de position visent-ils uniquement à détourner l'attention de toutes les situations d'urgence de politique intérieure en Allemagne ou dans l'UE, dont nous avons effectivement une quantité incalculable? Ou s'agit-il de la poursuite de vieux plans géostratégiques que les élites anglo-américaines ont toujours poursuivies?

Ce à quoi cela aboutira

La bonne foi est le fondement de toute société. Aucune société organisée politiquement ne peut s'en passer. Toute force qui aspire à rien d'autre qu'au pouvoir est un poison corrosif qui tente, par une hystérie guerrière propagandiste, d'étendre ses effets à la population tout entière. Il reste à espérer que cette orientation soit vouée à l'échec. Le nouveau Bundestag vient tout juste d'être constitué, le contrat de coalition n'est pas encore signé. Le chancelier n'est pas encore élu et le cabinet n'est pas encore désigné. Le temps qui nous sépare de Pâques nous dira si nous y parviendrons. La déclaration de Friedrich Merz lors de la conférence des lecteurs du «Frankfurter Allgemeine Zeitung», le 21 mars 2025, montre qu'une toute autre issue est possible: «Si nous n'y parvenons pas [il s'agit du contrat de coalition], ma carrière sera de toute façon terminée, et ce à un moment où je pourrai le gérer». Et ensuite, quid pour l'Allemagne?

L'Allemagne en l'an 2025

Le fait de brandir la Loi fondamentale lors de manifestations a été puni des autorités dominantes. La critique des politiciens a été érigée en délit comme une non-légitimation de l'Etat. Cela a souvent conduit à des perquisitions du petit matin. Mais un manquement flagrant à une promesse électorale, avec pour conséquence l'immense charge d'endettement interminable des citoyens allemands, pour des générations, au mépris délibéré de la légitimité démocratique du Bundestag nouvellement élu – reste pour l'instant sans conséquence pour une classe politique compromise par le mensonge et le magouillage. •

Horizons et débats

Bimensuel, favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CH: PostFinance, BIC POFICHBEXXX
IBAN CH91 0900 0000 8764 4472 4
D: VR Bank Tübingen eG, BIC GENODE31VBH
IBAN DE09 6039 1310 0067 5170 05
A: Raiffeisen Landesbank, BIC RVVGGAT2B
IBAN AT55 3700 0001 0571 3599 Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

«Je vous prie de revenir à la raison»

Une lettre d'Heinrich Wohlmeyer au gouvernement de la République d'Autriche

Monsieur le Chancelier, Madame la Ministre des Affaires étrangères, Madame la Ministre de la Défense
Petit-neveu de Julius Raab, âgé de 89 ans, j'ai donc vécu la Seconde Guerre mondiale ainsi que notre chemin vers la liberté. Votre incitation à la guerre et votre politique d'endettement à cet égard me consternent grandement. En partageant les angoisses diffusées vous faites preuve d'affiliation avec l'industrie de guerre.

Les Russes affrontent suffisamment de problèmes dans leur propre pays et n'ont aucun

désir d'expansion. Mais «l'Occident» les provoque jusqu'au sang... et nous hurlons avec lui.

Je vous prie, en tant que citoyen de ce pays, de revenir à la raison et de prendre note des voix éclairantes comme celles de Jacques Baud et du Professeur Jeffrey Sachs [...]. Le «livre d'adieu» de Hugo Portisch intitulé «Russland und wir» (La Russie et nous) mérite également d'être lu.

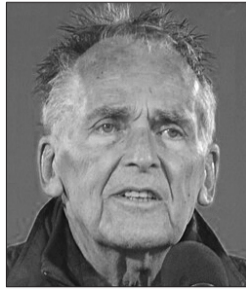
Votre inquiet Heinrich Wohlmeyer

(Traduction Horizons et débats)

L'Allemagne poursuit l'autodémolition de sa bonne réputation

Annalena Baerbock proposée pour un haut mandat diplomatique à l'ONU

par Michael von der Schulenburg et Hans-Christof von Sponeck*



Michael von der Schulenburg
(photo mad)



Hans-Christof von Sponeck
(photo jk)

Il fut un temps où l'Allemagne s'était forgé une solide réputation internationale au sein des Nations unies (ONU). Notre pays a joué un rôle actif dans le développement du droit international, par exemple dans l'adoption des *Conventions sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels* ainsi que dans la *Convention de lutte contre la torture* et, bien sûr, dans la *Convention sur les droits des femmes*.

L'Allemagne est le quatrième plus important contributeur au budget des Nations unies. Dans le même ordre d'idées, l'Allemagne fournit d'importantes contributions volontaires aux missions de maintien de la paix des Nations unies.

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé à une large majorité la décision du gouvernement fédéral de prendre, en collaboration avec le gouvernement namibien, la direction du programme de réforme des Nations unies. Cette coopération a permis à l'Assemblée générale

* Hans-Christof von Sponeck (né en 1939) est ancien secrétaire général adjoint des Nations unies. Michael von der Schulenburg (né en 1948) est ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et aujourd'hui député au Parlement européen pour l'Alliance Sahra Wagenknecht.

des Nations unies d'adopter en septembre 2024 un pacte pour l'avenir des Nations unies.

En matière de politique étrangère, Baerbock a massivement brisé la porcelaine

Pour autant, l'image de l'Allemagne dans le monde n'est plus aujourd'hui de celles qui nous font honneur. A maintes reprises, dans ses réactions aux grandes crises de notre époque, en particulier la guerre en Ukraine et le conflit dissymétrique entre la Palestine et Israël, le gouvernement sortant a fait preuve d'une insigne manque de droiture au regard des dispositions de la Charte des Nations unies et des *Conventions de Genève*. Le parti pris de la politique allemande dans ses prises de position n'a pas cessé de susciter l'incompréhension chez nous – et plus encore à l'étranger. Au cours d'une grande conférence internationale à Istanbul en 2023, nous avons pu constater, lors d'entretiens avec deux anciens ministres des Affaires étrangères, l'un du Moyen-Orient, l'autre d'Europe, à quel point ils étaient déçus par la politique étrangère allemande.

En tant qu'anciens collaborateurs ayant œuvré pendant de longues années au sein des Nations unies, nous disposons d'un vaste réseau de contacts dans le monde entier. Nous constatons avec inquiétude que ces derniers ne cessent de dénoncer avec insistance l'étroitesse des marges de manœuvres à laquelle nous réduit la politique étrangère allemande. En Europe et dans le monde, l'Allemagne continue de perdre en réputation et en influence.

«La politique étrangère se fait à la Chancellerie», avait un jour laissé entendre Rolf Mützenich, le chef du groupe parlementaire du SPD. Eh bien, cela ne se passe plus du tout ainsi. La politique étrangère, fragile porcelaine,

ne, a fait les frais de la casse provoquée intentionnellement par le chef du ressort des affaires étrangères, Annalena Baerbock.

Pour reprendre les mots de Jeffrey Sachs, éminent professeur à l'université de Columbia et conseiller de trois secrétaires généraux de l'ONU: «Baerbock est une belliciste. Je n'arrive pas à croire les propos qui sortent de sa bouche». Sachs a rappelé qu'en tant que diplomate, un ministre des Affaires étrangères doit être prêt à parler à tout le monde.¹ Mais Baerbock, dans ses interventions publiques, a montré à maintes reprises que telle n'était pas son intention.

Pas question pour elle de favoriser l'apaisement des tensions ou les négociations de paix avec une volonté de compromis. Elle est tout sauf capable d'initier des rapprochements. M^{me} Baerbock a montré à plusieurs reprises qu'elle ne comprend ni le droit international ni l'esprit et l'éthique de la Charte des Nations unies. Elle l'a prouvé en déclarant qu'il fallait infliger à la Russie des dommages tels qu'elle «ne pourrait plus se remettre sur pied économiquement avant de nombreuses années» et, en ce qui concerne l'Ukraine: «Nous serons à vos côtés tant que vous aurez besoin de nous, quoi qu'en pensent mes électeurs allemands.»

Les autres pays refusent de recevoir des leçons de l'Allemagne

Pour Baerbock, la «paix passe par la force», c'est-à-dire par la sécurité militaire et non la sécurité des personnes, celle que pourtant ne cessent de réclamer les Nations unies, en particulier l'Unicef, le PNUD, le *Programme alimentaire mondial* (PAM) et, bien entendu, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Il n'est pas nécessaire de préciser que l'actuelle ministre des Affaires étrangères a causé des

dommages considérables à l'Allemagne et à l'Europe par le biais de ses nombreux voyages, généralement infructueux en termes de relations internationales. Les gouvernements de pays comme l'Inde, la Chine ou la Malaisie, mais également bien d'autres, ont attesté lors des visites de la ministre allemande des Affaires étrangères que sa façon de leur faire la morale et de leur donner des leçons était loin d'être la bienvenue.

Mais pourquoi faire allusion à ce qui est évident? Parce que nous ne comprenons pas pourquoi, malgré la précarité caractérisant son mandat, le gouvernement fédéral sortant préfère Annalena Baerbock à Helga Schmid pour le poste de Présidente de l'Assemblée générale des Nations unies en 2025/26. Annalena Baerbock n'a aucune expérience multilatérale ou bilatérale, alors qu'Helga Schmid, en tant qu'ancienne Secrétaire générale de l'OSCE et diplomate exerçant des fonctions de direction au ministère des Affaires étrangères, dispose précisément de cette expérience dont les Nations unies ont un besoin urgent. Nous pensons que le nouveau gouvernement devrait sérieusement réfléchir à la manière dont l'Allemagne pourrait occuper comme il se doit cet important poste de Président de l'Assemblée générale des Nations unies, pour éviter que notre réputation dans le monde ne subisse de nouvelles atteintes. Et cela, à une époque où de nombreux gouvernements – notamment dans le monde non occidental – et organisations non gouvernementales militent pour une réorganisation plus juste et multilatérale, comme le prévoit le Pacte des Nations unies pour l'avenir des Nations unies. •

¹ Berliner Zeitung du 2/02/2025

Première parution Berliner Zeitung du 25/03/2025; reproduction avec l'aimable autorisation des auteurs (Traduction Horizons et débats)

Une période menaçant la liberté individuelle aux Etats-Unis

par Andrew P. Napolitano*



Andrew P. Napolitano
(photo Wikimedia Commons)

«Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus chercher les Juifs, je n'ai rien dit, je n'étais pas juif.

Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester.»

Martin Niemöller (1892–1984)

L'histoire de la liberté humaine est longue, pénible et peu réjouissante.

Elle consiste essentiellement à ce que les gouvernements esquivent les lois qui ont été édictées pour limiter leurs licences. C'est le conflit profond entre la liberté personnelle naturelle et les essais de l'Etat de les réduire en s'appuyant sur son pouvoir exécutif.

Les constitutions des pays totalitaires sont pleines de restrictions envers l'Etat mais édentées. L'Etat fait ce que bon lui semble. Il ne prend pas les droits au sérieux.

Dans les démocraties libérales – avec séparation des pouvoirs et contrôle mutuel – l'Etat est théoriquement mis au pas. Mais là aussi, les

* Andrew P. Napolitano, juge retr. au Superior Court of New Jersey, a été le chef conseiller d'analyses juridiques auprès de Fox News Channel y ayant animé le podcast «Judging Freedom». Le Juge Napolitano est auteur de sept livres consacrés à la Constitution des Etats-Unis. Le plus récent est *Suicide Pact. The Radical Expansion of Presidential Power and the Lethal Threat to American Liberty*. Pour des avertissements plus détaillés sur Judge Andrew Napolitano, se connecter sur www.judgenap.com

restrictions se transforment en tigres de papier. Là aussi, l'Etat ne prend pas les droits au sérieux.

Thomas Jefferson était d'avis qu'au cours de l'histoire, la liberté personnelle se réduit et que le pouvoir de l'Etat augmente. Il était notoirement d'avis que seule la révolution provoque un véritable redémarrage.

Toute cette histoire, toute cette théorie s'est manifesté, de manière évidente, ces semaines passées, lorsque la police fédérale a arrêté un doctorant algérien [Mahmoud Khalil] dans son home d'étudiants à l'université Columbia de New York pour le reconduire dans un centre de détention en Louisiane. Il est marié à une Américaine de naissance, ils attendent la naissance d'un enfant en avril. Son statut légal est celui d'étranger avec permis de séjour et de travail illimité.

La semaine dernière, le gouvernement fédéral a arrêté un médecin libanais [le Dr Rasha Alawieh] à l'aéroport Logan de Boston. Le Dr. Rasha Alawieh est professeur de médecine à l'université de Brown. Elle aussi est détentrice d'un statut d'étrangère avec un permis de séjour et de travail illimité.

L'étudiant a été accusé d'avoir enfreint les lois sur l'immigration tandis que la physicienne a été expulsée sans ménagement vers Paris, puis vers son pays d'origine, le Liban.

Les actes d'accusation déposés contre l'étudiant ne l'accusent d'aucune infraction ou faute personnelle, ne citent aucune violation de la loi et ne fournissent aucune preuve que l'étudiant représente un danger pour les personnes, les biens ou le gouvernement.

Les journaux retentissent des déclarations du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio qui estime que la présence de cet étudiant sur le campus de l'université de Columbia – étant donné son soutien explicite à l'existence d'un Etat palestinien (la reconnaissance de son existence fait partie de la politique officielle des Etats-Unis depuis des générations) constituerait un obstacle majeur à la mise en œuvre de la politique étrangère américaine.

Dans le cas de la femme médecin, aucune charge n'a été retenue contre elle, mais le gouvernement a fait savoir que des agents fédéraux ont découvert, en confisquant son téléphone portable, qu'elle avait été présente aux funérailles de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah récemment assassiné. Elle était là avec des cen-

taines de milliers d'autres personnes, peut-être plus d'un million.

Lorsqu'elle a été interrogée à ce sujet, elle a déclaré, selon le gouvernement, qu'elle suivait les enseignements religieux de Nasrallah, mais non pas ses enseignements politiques.

Alors qu'elle était détenue à Logan, ses avocats ont obtenu d'un juge fédéral une ordonnance interdisant son expulsion jusqu'à ce qu'une audience puisse avoir lieu en sa présence. Le gouvernement a ignoré cette injonction.

De nombreux droits atteints

Ces deux arrestations concernent des enfreintes contre de nombreux droits garantis par la Constitution, droits généralement considérés dans nos contrées comme allant de soi.

Le premier est la liberté d'expression (*freedom of speech*). Grâce aux écrits de James Madison – l'auteur de la Déclaration des droits (*The Bill of Rights*) – nous savons que les Pères fondateurs considéraient la liberté d'expression comme un droit personnel, individuel et naturel. Elle est en plus explicitement protégée contre les ingérences et les représailles de l'Etat, notamment dans le premier amendement de la Constitution. Il est amplement établi par la jurisprudence américaine que ce droit protège toute personne – indépendamment de son statut d'immigration – dans sa liberté de penser ce qu'elle veut, de dire ce qu'elle pense, de publier ce qu'elle dit et d'adorer ou réfuter qui ou quoi que ce soit et de s'associer avec qui elle veut.

Au moment où le gouvernement s'arroge le droit de punir l'expression d'une opinion que lui-même ou ses amis et bienfaiteurs détestent et craignent, alors le premier amendement se réduit en formule vide et la démocratie se transforme en farce.

Ces arrestations font également atteinte à la liberté de religion et de réunion. Tout comme l'étudiant peut faire et publier toutes les déclarations politiques publiques qu'il souhaite – peu importe si elles sont offensantes ou provocantes pour son public proche ou lointain – ce médecin est libre d'assister à toute entente qu'elle souhaite, se joindre à toutes personnes en deuil de son choix, adopter n'importe quelle religion et suivre n'importe quel prédicateur.

L'objectif du premier amendement garantit en toute évidence un but principal: tenir le

gouvernement à l'écart des domaines, essentiellement individuels, de la liberté d'expression, de la religion et de la liberté de réunion. Sans la fidélité absolue du gouvernement à cet article, la démocratie états-unienne se transforme en une sorte de théocratie laïque conformiste qui rejette les valeurs fondamentales protégées par la Constitution – changeant de cap à chaque élection.

Il y a un autre amendement constitutif à la démocratie états-unienne, le cinquième garantissant à chaque résident sur son territoire le droit à une procédure régulière. Cet amendement est également atteint par ces arrestations. En substance, une procédure régulière requiert une audience équitable devant un arbitre neutre – avant que le gouvernement ne soit autorisé à porter atteinte à la liberté personnelle, à la propriété ou la vie, procédure au cours de laquelle le gouvernement doit démontrer et éprouver la présumée culpabilité de la personne accusée.

Dans le cas du médecin, le FBI l'a déplacée à Paris avant que l'audience ne puisse avoir lieu. Dans le cas de l'étudiant de Columbia, le FBI l'a transféré en Louisiane, en pleine enfreinte de la règle constitutionnelle élémentaire selon laquelle toute personne doit être jugée dans la juridiction où les faits se sont déroulés, en l'occurrence à New York.

Que se passe-t-il en ce moment?

En appliquant avec zèle les lois nationales sur l'immigration, le gouvernement actuel est en train de se transformer en instance hors-la-loi. Toujours est-il que tous ceux qui travaillent dans ou pour le gouvernement ont prêté serment d'allégeance à la Constitution. Il est évident que les fonctionnaires fédéraux ne prennent pas au sérieux leur serment. Il est également évident que la police fédérale enfreint les lois que nous l'avons obligée d'appliquer.

Lorsque l'Etat devient violeur de ses propres lois, il s'arroge de représenter lui-même la loi – avec comme résultat que la liberté humaine innée à chaque être humain est foulée des pieds.

Cela ne peut rester sans suite. Qui seront les prochains? •

Source: <https://judgenap.com/category/judges-opinions/> du 20.3.2025

Texte reproduit avec la gentille autorisation de l'auteur, traduction de l'anglais Horizons et débats

Session de printemps 2025

L'indépendance, un atout pour la Suisse

Une voie toute tracée grâce à des accords décisifs

par Marianne Wüthrich, Dr. en droit

Lors de la session de printemps, le Conseil national et le Conseil des Etats ont ratifié trois accords considérables: un accord trilatéral sur le gaz avec l'Allemagne et l'Italie, un accord financier avec le Royaume-Uni et un accord de partenariat commercial et économique entre les Etats de l'AELE et la République indienne. Ces trois accords doivent également être validés par les autres parlements signataires pour pouvoir entrer en vigueur. Le fait même qu'ils puissent être conclus par la Suisse montre à quel point il est important que notre pays soit le plus indépendant possible des divers blocs et des puissances de toutes natures.

Accord gazier avec l'Allemagne et l'Italie – Un contrat égalitaire

La conclusion de cet accord est quasiment révolutionnaire: deux Etats membres de l'UE concluent conjointement un contrat avec la Suisse, sans le moindre tracés bureaucratique de Bruxelles, comme nous l'avons toujours fait par le passé entre voisins. En mars 2025, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé cet accord de solidarité trilatéral, qui permettra d'assurer l'approvisionnement réciproque en gaz en cas d'urgence pour que les hôpitaux et les ménages puissent être approvisionnés en gaz de manière constante, même en cas de crise aiguë.¹ Ce qui est une bonne chose, non seulement pour l'approvisionnement énergétique de la Suisse, mais également pour illustrer au mieux la façon dont nous pouvons, en tant que pays indépendant, gérer nos relations avec les pays voisins. L'accord sur le gaz a déjà été évoqué le 10 décembre 2024 dans le n° 26 d'*Horizons et débats*, après que le Conseil des Etats ait été le premier à l'approuver.

Franz Grüter, Conseiller national et membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national, avait alors évoqué dans une interview accordée à *Horizons et débats* l'importance de l'accord en matière de droit public et de politique de souveraineté en des termes si appropriés que nous les retranscrivons ici: «Oui, c'est un bon exemple qui montre que l'on peut résoudre directement avec d'autres Etats des enjeux importants pour notre pays. Je suis en faveur du maintien de bonnes relations avec tous les pays européens. L'Europe, ce n'est pas seulement l'UE. Nous devrions entretenir ce type de relations, nous voulons faire du commerce dans le cadre de nos intérêts mutuels. Nous pouvons aussi conclure des contrats individuels. Mais ces contrats doivent être négociés d'égal à égal, ils doivent pouvoir être résiliés, et nous ne nous laisserons rien imposer, et surtout pas une reprise automatique du droit européen. Ce contrat gazier est un super exemple de véritables accords bilatéraux, où les deux parties y trouvent leur compte. C'est en fait ainsi que je conçois l'avenir».

Accord financier avec le Royaume-Uni – Réglementation des relations bilatérales post-Brexit

Lors du vote final de la session de printemps, le 21 mars 2025, les deux Chambres ont approuvé sans opposition un accord entre la Suisse et la Grande-Bretagne sur la reconnaissance mutuelle des services financiers.² Cet accord permettra ainsi aux banques suisses d'exercer des activités transfrontalières en Grande-Bretagne, par exemple en tant que gestionnaires de fortune. Cet accord fait partie de la stratégie dite «Mind the Gap» entre la Suisse et la Grande-Bretagne. Depuis le Brexit, les deux Etats ont déjà conclu, en lieu et place des accords bilatéraux Suisse-UE précédemment en vigueur, neuf accords réciproques qui leur permettent de contourner les vides juridiques et de préserver leurs droits et obligations mutuels.³ Ainsi en février 2019, un an avant la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, il a été convenu que les Britanniques vivant alors en Suisse continueraient à bénéficier des droits de séjour prévus par l'accord sur la libre circulation des personnes de l'UE, et inversement. Pour l'immigration de professionnels en provenance de Grande-Bretagne, le Conseil fédéral fixe chaque année des contingents qui sont répartis entre les cantons; pour 2025, cela représente 3 500 personnes, comme pour les années précédentes.⁴ Le nouvel accord financier s'inscrit dans ce dispositif réglementaire. Manifestement, les relations bilatérales entre les deux Etats fonctionnent parfaitement et sans complication, dans la superstructure bureaucratique de l'Union européenne - tout a été négocié sur un pied d'égalité et dans l'intérêt des deux parties.

Accord de partenariat économique entre les Etats de l'AELE et l'Inde – Bien plus qu'un accord de libre-échange

Il aura fallu 16 ans de négociations entre les Etats de l'AELE et l'Inde pour arriver au résultat actuel. Lors du vote final du 21 mars 2025, le Conseil des Etats a approuvé le TEPA (Trade and Economic Partnership Agreement) par 39 oui, 2 voix contre et 4 abstentions, le Conseil national par 130 oui, 33 voix contre et 28 abstentions.⁵ Dans ce contexte, nous nous contenterons de reprendre les points clés les plus importants. L'Inde, comme de nombreux autres pays du Sud, n'est plus disposée, à juste titre, à conclure aujourd'hui avec les pays industrialisés occidentaux des contrats dans lesquels elle ne trouverait pas également son compte.

100 milliards de dollars d'investissements et la création d'un million d'emplois en Inde

L'originalité de cet accord réside dans le lien entre accord commercial et promotion des

investissements à grande échelle. Niklaus-Samuel Gugger (Parti du Centre, ZH), porte-parole de la commission au Conseil national, le 20 mars 2025: «J'insiste volontairement sur le mot «partenariat» [Partnership Agreement], car cet accord va au-delà d'un accord de libre-échange classique». C'est ainsi que la nouvelle approche a été saluée lors du débat du Conseil des Etats du 3 décembre 2024: «C'est le chapitre sur la promotion des investissements et la coopération qui fait de l'accord avec l'Inde un accord innovant mais également audacieux [...]. L'équipe de négociation suisse a ouvert de nouvelles voies dans ce domaine. C'est là une approche inédite, une approche qui a permis de réaliser une percée. Cet accord n'aurait certainement pu voir le jour sans ce chapitre, au cœur duquel se trouve l'objectif commun à la Suisse et aux pays de l'AELE de générer 100 milliards de dollars d'investissements privés et la création d'un million d'emplois au cours des 15 prochaines années». (Tiana-Angelina Moser, PVL, ZH, Porte-parole de la Commission au Conseil des Etats le 3.12.2024).

En fait, l'Inde aurait également souhaité obtenir des concessions en matière d'immigration de main-d'œuvre. Mais comme on sait que la Suisse doit accueillir chaque année des dizaines de milliers de travailleurs des pays de l'UE en raison de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE, elle a peu de marge de manœuvre pour faire des promesses contraignantes à d'autres Etats. En créant de nouveaux emplois en Inde, la Suisse est en mesure de résoudre en partie ce dilemme.)

Proposition de minorité au Conseil national: pour une meilleure protection de l'environnement, du climat et des standards sociaux

Une divergence de vues au sein du Conseil national portait sur le respect des normes environnementales et des réglementations du travail au sein de cet accord. Il est certes stipulé que «les obligations internationales dans les domaines du travail, de l'environnement et de la protection du climat doivent être respectées» et qu'en particulier «il n'est pas question d'abaisser le seuil des normes environnementales et réglementations du travail dans le seul but de développer les échanges commerciaux». Pour la gauche du Conseil national, cette disposition n'allait cependant pas assez loin. Farah Rummy (PS, SO) a demandé, par le biais d'une proposition de minorité, que le Conseil fédéral émette une ordonnance afin de veiller à ce que «les investissements prévus à l'article 7.1 de l'accord de libre-échange ne se fassent pas au détriment de l'environnement, du climat et

des normes sociales». Elle a ajouté: «La Suisse ne doit pas être coresponsable du fait que des discriminations ou des destructions de l'environnement soient ainsi financées par des capitaux suisses».

Cette proposition a toutefois été rejetée par la majorité du Conseil national le 20 mars. Il est toutefois important que le PS et les Verts réaffirment leur point de vue.

Les pays de l'AELE prennent les devants

Pour la Suisse et les autres pays de l'AELE (Norvège, Islande et Liechtenstein), on voit ici l'avantage de ne pas appartenir à l'UE et sans aucun doute aussi de ne pas avoir un passé colonial. Comme l'a fait remarquer la porte-parole de la commission au Conseil des Etats, le TEPA est «le premier accord conclu par l'Inde avec des partenaires européens. Ni l'UE ni la Grande-Bretagne n'ont encore pu mener à bien leurs négociations avec l'Inde. C'est la Suisse, en tant que membre de l'AELE, qui prend les devants dans cette voie».

De l'avis unanime du Conseil fédéral et du Parlement, les allègements douaniers qui ont été négociés constituent un élément clé pour l'économie d'exportation suisse, qui doit faire face aux effets du franc fort: «Du point de vue suisse, la partie sans doute la plus importante de l'accord est l'amélioration de l'accès au marché dans le cadre de la circulation des marchandises pour près de 95 pour cent des produits. Pour près de 85 pour cent des produits, tous les droits de douane seront supprimés à l'expiration du délai. Aujourd'hui, les droits de douane s'élèvent pour la plupart à environ 20 pour cent du prix de vente». (Tiana-Angelina Moser)

En contrepartie, la Suisse a déjà octroyé à l'Inde, il y a quelques années, l'accès exempt de droits de douane à son marché pour tous les produits industriels, ce qui est confirmé par le nouvel accord. Dans le domaine de l'agriculture, il ne faut guère s'attendre à des intérêts contradictoires, car l'Inde et les pays de l'AELE ont des productions agricoles extrêmement différentes.

¹ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20240075>

² <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=676653>

³ Conseil fédéral. «Relations bilatérales Suisse-Royaume Uni après le Brexit». <https://www.eda.admin.ch/europa/fr/home/zwischenstaatliche-beziehungen/bilaterale-laenderbeziehungen/fta-uk/vereinigt-koenigreich/brexit.html>

⁴ Le Conseil fédéral fixe des contingents d'Etats tiers inchangés pour 2025. *Communiqués* du 27/11/2024

⁵ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=67666>

La bonne surprise venue de Berne:

Le Conseil des Etats dit non à la suppression des contributions à l'UNRWA

mw. A la session de printemps, la bonne surprise est venue du Parlement suisse: par 25 voix contre 19, le Conseil des Etats a dit non à l'ineffable motion du Conseil national, lequel voulait supprimer dès à présent les contributions à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). La motion a donc été rejetée. Détail particulièrement réjouissant: dans tous les autres partis, des voix se sont élevées contre la motion de l'UDC, autrement dit en faveur de l'engagement humanitaire et de la crédibilité internationale de la Suisse. En plus du PS, des Verts et des Verts libéraux, ce sont surtout les nombreux membres du Parti du Centre qui se sont fait remarquer (9 sur 14 – le Centre est de loin le groupe le plus fort au Conseil des Etats). Mais trois Conseillers aux Etats du PLR (les libéraux) ont également voté contre. Ces prises de position particulièrement convaincantes donnent l'espoir que pour l'humanitaire en Suisse, tout n'est pas perdu.

Deux extraits d'interventions méritent d'être cités

Franziska Roth (PS): «Le gel des financements aurait des conséquences dramatiques à plusieurs égards – pour les populations locales bénéficiaires, mais également pour la Suisse. Pour les populations locales,

cela signifierait la famine, l'absence ou la réduction drastique de la couverture médicale et la mort. Et pour la Suisse? Cela ne voudrait-il pas dire pour nous que nous aurions chaussé les godillots de Trump pour courir à grands pas vers la déstabilisation du monde? Oui, je le crois. Droit de l'homme, droit international, aide humanitaire – ces trois notions sont à mon avis plus suisses que l'Eiger, le Mönch et la Jungfrau. C'est justement parce que nous, en tant que nation fondée sur la volonté, avons toujours réaffirmé le droit humain, le droit international et l'aide humanitaire, ayant participé nous-mêmes à leur élaboration, que nous avons incorporé à ces notions universelles notre ADN suisse.»

Rapport Colonna: l'UNRWA n'est pas impliquée dans les attaques du Hamas

En ce qui concerne le respect du droit, la conseillère aux Etats Isabelle Chassot revient sur le rapport Colonna, qui a clairement révélé que la prétendue implication supposée de l'UNRWA dans l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 ne reposait sur aucune preuve. Elle s'est à juste titre insurgée contre le fait que certains collègues du Conseil fassent abstraction de ce résultat et s'obstinent à affirmer que l'UNRWA est liée au Hamas. Apparemment, l'ADN de l'Etat de droit précitée n'est pas encore

tout à fait enraciné chez certains parlementaires.

Isabelle Chassot (Centre, FR): «Considérer l'UNRWA comme une organisation potentiellement liée au terrorisme [...], c'est donc ne pas tenir compte des enquêtes approfondies menées par l'ONU à la suite des événements du 7 octobre 2023, notamment celles confiées à M^{me} Colonna, auparavant Ministre française des Affaires étrangères, enquêtes qui ont porté sur 12 – puis 19 – des 13000 employés. Les conclusions de ce rapport sont sans appel sur la non-implication de l'organisation onusienne. Je vous invite à lire ce rapport disponible».

L'UNRWA est incontournable

Isabelle Chassot tient également à rectifier l'affirmation récurrente selon laquelle d'autres organisations pourraient reprendre les tâches de l'UNRWA. Selon elle, les auditions menées par la Commission de politique extérieure du Conseil des Etats (CPE-E) «n'ont pas permis de dégager une alternative crédible à court terme pour l'aide humanitaire et le travail éducatif que l'UNRWA fournit à des millions de personnes, dont 75 % de femmes et d'enfants, dans tout le Proche-Orient». Actuellement, la situation sanitaire et alimentaire catastrophique qui affecte 2 millions de personnes dans la bande de

Gaza – cette population est en mode survie – nécessite une aide urgente que seule l'UNRWA peut fournir. Dans cette situation, ce qui importe n'est pas tant l'UNRWA, le Hamas ou Israël, mais la protection de la population dans le cadre des Conventions de Genève. Si le Parlement rejette cette motion, il se rangera dans le camp du respect du droit international humanitaire en protégeant cette population très durement éprouvée et en lui garantissant l'accès à l'aide humanitaire».

La Suisse doit se concentrer sur ses atouts

Et la Conseillère aux Etats Isabelle Chassot de renchérir: «La seule réponse politique que nous puissions apporter est de revenir à ce qui a fait et fait la force de la Suisse: la force du droit et non le droit de la force. En tant que siège des Nations unies et dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse s'est toujours engagée pour le respect du droit international, en particulier celui du droit international humanitaire».

C'est une bonne chose que la Petite Chambre du Parlement fédéral ait une fois de plus été à la hauteur de sa réputation de «chambre de réflexion».

Source: <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=67482>

Pour une politique de sécurité autonome et indépendante de la Suisse: oui à l'initiative sur la neutralité!

par René Roca*

La Suisse devra enfin formuler une politique de sécurité autonome et indépendante. Cette nécessité se manifeste depuis longtemps déjà, mais on la repousse aux calendes grecques. Une intégration toujours plus forte dans l'OTAN (entre autres liée au projet *Sky Shield*) est plus importante pour certains.

Mandat constitutionnel et complément nécessaire

La Constitution fédérale suisse décrit pourtant très clairement les compétences politiques pour une politique de sécurité réaliste, qui comprend un engagement clair en faveur de la neutralité et de l'armée de milice. Son préambule stipule notamment que «le peuple suisse et les cantons» se donnent cette Constitution, «[...] conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités envers les générations futures». L'un de ces acquis est la neutralité. Où est-elle, cette responsabilité envers les générations futures face au démantèlement actuel de la neutralité?

En ce qui concerne l'armée de milice, la Constitution stipule clairement, dans son article 58, alinéas 1 et 2:

«1 La Suisse a une armée. Celle-ci est organisée essentiellement selon le principe de la milice.

2 L'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix; elle assure la défense du pays et de sa population».

Actuellement, notre armée est absolument incapable de remplir cette mission. Le Département de la défense (DDPS) est tellement désorganisé que seule la révision d'*Armée21* et toutes les étapes de réforme qui suivront pourront y remédier. Le chef du DDPS nouvellement élu, *Martin Pfister*, aura une tâche herculéenne à accomplir à cet égard. Les tâches et les compétences de l'Assemblée fédérale sont également exposées dans la Constitution fédérale, dans son article 173, de manière bien limpide et compréhensible pour tous (art. 173 Cst

«1 L'Assemblée fédérale a en outre les tâches et les compétences suivantes:

* René Roca est professeur de lycée et docteur en histoire. Il a fondé et dirige l'*Institut de recherche sur la démocratie directe* (www.fidd.ch). Il est membre du comité de l'initiative sur la neutralité.

a. Elle prend les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse».

Il en va de même pour le Conseil fédéral (art. 185). On peut se demander pourquoi nos représentants élus du peuple – tous «serviteurs du peuple» – ne remplissent plus ce mandat constitutionnel contraignant. Entre-temps, la Suisse, comme tous les pays de l'OTAN, est devenue un état rempart, pour ne pas dire vassal, des Etats-Unis. Dans ce sens, notre pays est de plus en plus intégré, d'une part dans les structures supranationales de l'Union européenne (UE) par le biais de l'*accord-cadre 2.0* prévu, et d'autre part dans l'alliance militaire de l'OTAN devenue belliciste. C'est en raison de ce mépris flagrant et continu de la Constitution fédérale suisse – et non pas seulement à cause de la guerre en Ukraine – que l'initiative sur la neutralité a été lancée. Elle vise à ancrer clairement la neutralité de la Suisse dans la Constitution, afin de garantir une politique de paix à dimension globale et le renforcement des traditions humanitaires (CICR).

Le Conseil fédéral a notamment besoin de garde-fous pour sa politique étrangère, afin de mettre fin à ses tergiversations sans fin et de rompre son silence parfois insupportable. Après l'acceptation de l'initiative, le nouvel article sur la neutralité suisse ne doit plus rester lettre morte, mais constituer un mandat incontournable pour le Conseil fédéral ainsi que le Parlement!

Après le dépôt de l'initiative, l'année dernière, celle-ci fait maintenant l'objet de discussions intenses au sein des commissions des Chambres. Un contre-projet direct permettant d'extraire des parties importantes du texte de l'initiative est du domaine du possible. La votation aura probablement lieu le 8 mars 2026.

La Suisse officielle s'exerce à faire des courbettes sans fin

Au lieu d'élaborer une stratégie à long terme pour sa sécurité nationale, le département du DDPS a chargé 21 personnes de rédiger un rapport en tant que «commission d'étude sur la politique de sécurité». La plupart des membres de la commission, à l'exception de deux ou trois présumés représentants d'attitude divergente, ont été triés sur le volet par le département *Amherd*, ce qui a conduit à une orientation unilatérale, voire partisane. Les résultats étaient prévisibles. Le rapport

fait des déclarations de grande portée sans respecter le contexte historique nécessaire.

Ainsi, il reproduit des analyses géopolitiques de la situation telles que nous les connaissons dans les médias, par exemple à la page 22 du rapport: «Ce n'est que si l'Occident parvient à rétablir l'intégrité territoriale de l'Ukraine qu'un ordre fondé sur des règles sera maintenu dans lequel le droit international sera appliqué et les contrevenants punis. Dans le cas contraire, cet ordre restera fragilisé et l'Europe menacée, notamment par la Russie».

«L'intégrité territoriale» est en soi correcte, mais un «ordre fondé sur des règles» en Europe, s'il a jamais existé sous forme d'ébauche, n'existe plus depuis la guerre du Kosovo en 1999. Cette guerre de l'OTAN s'est trouvée en infraction du droit international, les contrevenants n'ont pas été punis et l'intégrité territoriale de la Serbie n'a pas été rétablie à ce jour. Les munitions à l'uranium qui ont été utilisées à cette occasion continuent d'émettre des radiations et sont une catastrophe pour la santé publique. Et c'est ce que les pays de l'OTAN ont appelé une «intervention humanitaire». La Suisse n'a rien trouvé de mieux à faire que de soutenir jusqu'à aujourd'hui l'exercice absurde de la KFOR avec nos soldats.

Le fait que l'Europe soit menacée par la Russie, comme le dit la citation, est tout simplement absurde, mais sert de fantôme pour déclencher désormais un réarmement militaire déchaîné.

Le complexe militaro-industriel mondial rit de bon cœur. Le surarmement et la formation de blocs ainsi qu'une politique d'alliances forcées montrent toutefois et inévitablement la voie vers la guerre, comme c'était déjà le cas avant la Première Guerre mondiale. La «*Neue Zürcher Zeitung*» réfléchit déjà à une «Triple Entente moderne» (cf. «*Neue Zürcher Zeitung*» du 10 mars 25), un bellicisme d'un genre particulier provenant de la chambre d'écho transatlantique.

Le message du Conseil fédéral sur l'initiative sur la neutralité est désormais disponible. Comme prévu, il propose de la rejeter. Selon le Conseil fédéral, l'initiative ancrerait dans la Constitution une «conception rigide de la neutralité» et limiterait trop fortement sa marge de manœuvre en matière de politique étrangère. Or, c'est précisément ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Le Conseil fédéral veut conserver sa «flexibilité»



dans l'application de la neutralité. Mais on ne peut plus compter sur un pays qui applique sa neutralité de manière flexible. Un tel relativisme n'est rien d'autre que du «cherry picking» ne faisant que diminuer dramatiquement la crédibilité en la fiabilité suisse, comme nous le constatons chaque jour. Un deuxième argument du Conseil fédéral contre l'initiative est qu'il veut continuer à imposer des sanctions contre les pays en guerre en dehors de l'ONU. Des études montrent pourtant clairement que de telles sanctions ne servent à rien (voir la Russie d'aujourd'hui), qu'elles touchent la population civile innocente et qu'elles ont pour conséquence qu'un dialogue normal est coupé pour longtemps.

La Suisse, architecte d'une nouvelle politique de sécurité européenne

C'est précisément dans la situation politique mondiale délicate d'aujourd'hui que la grande chance des neutres et des non-alignés réside dans leur capacité à promouvoir la paix et la coopération en tant qu'Etats nationaux sûrs d'eux-mêmes. La neutralité perpétuelle et armée de la Suisse, renforcée par le nouvel article constitutionnel que prévoit l'initiative, pourrait, en mettant en place une autodéfense aussi autonome que possible, créer la base permettant de dialoguer avec tous et de mettre en place une nouvelle architecture de sécurité européenne. La Suisse doit ici jouer le rôle d'architecte avec d'autres pays désireux d'instaurer la paix. Il convient de rappeler à cet égard le processus de la CSCE, que la Suisse a activement soutenu, et qui a finalement mis fin à la guerre froide. Pour les Etats-Unis, la neutralité a toujours été quelque chose d'«immorale». Cela ne doit pas nous préoccuper davantage. La Suisse a été pendant un certain temps une «grande puissance diplomatique» pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Elle doit précisément renouer avec cette tradition et servir à nouveau la paix, de manière conséquente, notamment avec ses bons offices.

«Interdire les smartphones aux enfants, oui, c'est judicieux»

Conversation avec Manfred Spitzer

La demande d'interdire les portables numériques dans les écoles se répand continuellement ces derniers temps. *Manfred Spitzer*, psychiatre à Ulm, va encore plus loin accusant en public les médias numériques pour leur effet néfaste sur les enfants et adolescents.

En matière de développement scolaire, les Länder allemands misent sur le «pacte numérique», la compétence médiatique et les tablettes. Par contre, «l'Alliance pour l'éducation humaine» [voir encadré p. 6] critique les promoteurs du numérique pour enfants et adolescents en ces termes: «Vous ne faites que nuire à nos enfants». Les plus de 70 experts en pédagogie et en médecine réunis dans cette Alliance de spécialistes mettent en garde avec insistance contre la manie de continuer à miser sur la numérisation dans le système éducatif. Ils exigent un changement de cap pour le bien du développement physique et mental des enfants et des adolescents. *Manfred Spitzer*, neuroscientifique et psychiatre à l'université d'Ulm, y fait partie. Dans l'interview publiée ci-dessous, *Spitzer* explique pourquoi la consommation excessive de ces médias peut rendre aveugle, pourquoi les groupes technologiques nous rendent dépendants et pourquoi l'apprentissage numérique génère des injustices en matière d'éducation.

Dirk Grupe (*Schwäbische Zeitung*): Monsieur le Professeur, l'Autriche prépare des lois interdisant les smartphones dans les écoles, l'Alliance pour l'éducation humaine demande la même chose pour l'Allemagne. Ce blocage, n'est-il pas exagéré?

Manfred Spitzer: C'est ce que l'on pensait il y a quelques années encore, mais entre-temps, les choses ont changé. L'Australie veut même interdire complètement les smartphones pour les

enfants de moins de 14 ans, et oui, je pense qu'ils ont raison. Car les dommages pour la santé causés par l'emploi des portables numériques, notamment chez les enfants de maternelle et du primaire, sont bien documentés par la recherche médico-scientifique.

De quels dommages s'agit-il?

La consommation pratiquement illimitée de médias sur écran entraîne par exemple la myopie. Et plus les enfants sont jeunes, plus cet effet se manifeste. Aujourd'hui, le monde compte 1,4 milliards de myopes déjà. En 2050, ce sera la moitié de la population mondiale qui souffrira de myopie, soit 4,8 milliards. La myopie porte en elle un facteur considérable de risque de rattraper d'autres maladies oculaires, à savoir la cataracte, le glaucome, la dégénérescence maculaire et le décollement de la rétine. Il s'agit là des quatre principales causes de cécité chez les personnes âgées. Ainsi, lorsque le gouvernement du Bade-Wurtemberg déclare que nous aurions besoin de plus de tablettes numériques dans les écoles maternelles, cela signifie que dans quelques décennies, nous aurons des centaines de milliers d'aveugles en plus.

On entend souvent que le portable numérique nuit également au comportement social des enfants. Est-ce justifié?

Oui, bien sûr, les enfants se harcèlent mutuellement. Mais surtout, chaque enfant se trouve seul devant son smartphone, tout comme les autres autour de lui. Les résultats des tentatives scolaires allant dans le sens de renoncer complètement au smartphone, sont très prometteurs pour le vivre ensemble. Les enfants comprennent très vite que ça ne leur fait pas du bien de l'employer mais comme tout le monde le fait, ils le font aussi. C'est complètement absurde.

Outre les portables, ce sont les tablettes à l'ordre du jour dans les écoles. En Bavière, chaque élève devrait en avoir une d'ici 2028. Est-ce que cela va enfin promouvoir l'équité dans l'éducation?

Non, au contraire, toutes les études sur le sujet montrent que la numérisation du scolaire nuit surtout aux élèves faibles. L'injustice éducative que nous connaissons en Allemagne ne diminue donc pas avec la numérisation mais s'accroît par contre.

Comment cela?

Les politiciens de gauche à droite affirment que l'accès à l'éducation passe par un terminal numérique, afin que tout le monde ait toujours sur soi les connaissances du monde et que tout le monde perfectionne ainsi ses compétences. Le problème, c'est que les élèves faibles font toutes sortes de choses avec leur terminal, sauf celles liées à l'éducation. Les élèves intellectuellement avancés, en revanche, profitent en effet un peu concernant leur intelligence. Il en résulte que l'équité en matière d'éducation ne s'améliore donc pas avec les terminaux numériques à l'école, au contraire, elle se détériore. Et l'industrie numérique favorise ce fossé.

Vous parlez des grands groupes des technologies communicatives?

C'est exact. *Google*, *Facebook*, *Amazon* et autres sont les entreprises les plus riches du monde. Et elles nous abreuvent quotidiennement de leurs messages: le numérique rendrait intelligent, le numérique serait génial, le numérique serait l'avenir. C'est pourquoi nous devrions commencer à pratiquer le numérique dès nos premières années. Cette attitude n'est guère étayée par des faits mais relève du lobbying.

Manfred Spitzer



Manfred Spitzer (photo Wikimedia Commons)

Manfred Spitzer, neuroscientifique et psychiatre, est professeur de psychiatrie à l'université d'Ulm. Nommé depuis 1998 directeur médical de la clinique psychiatrique universitaire d'Ulm, il assure également la direction générale du Centre de transfert pour les Neurosciences et l'Apprentissage (ZNL/CNA), ouvert en 2004 et dédié à la neurodidactique. Dans ses publications, *Spitzer* aborde de manière critique les effets de la numérisation dans les écoles. Il justifie notamment sa critique par le fait qu'à l'adolescence, les élèves ne sont pas encore en mesure, en raison du développement de leurs facultés cognitives, d'utiliser les médias numériques avec discernement, ni même d'en tirer parti comme d'un outil pédagogique, et en souligne également les effets négatifs sur la santé. Les publications de *Manfred Spitzer* ont connu un grand succès. En 2023, il a publié «Künstliche Intelligenz. Dem Menschen überlegen – wie KI uns rettet und bedroht» (L'Intelligence artificielle – plus forte que l'esprit humain? L'IA, outil salutaire et menace).

Dans quelle mesure ce message a-t-il un impact sur les enfants?

Les derniers chiffres de l'étude de la *Postbank* allemande montrent que l'utilisation moyenne des médias numériques par les enfants et les adolescents a atteint les 72 heures par semaine. Cela représente dix heures par jour, avec des smartphones, des consoles de jeu, des vidéos, etc. Ce qui signifie que nous abandonnons notre prochaine génération, pendant dix heures chaque jour, à l'influence non filtrée des entreprises les plus riches du monde. Celles-ci ne se préoccupent principalement ni de l'éducation ni de la santé de nos enfants, mais de leurs propres profits. C'est un état de choses absolument

Les effets nocifs des médias numériques sont alarmants – et nécessitent des mesures d'urgence

ep. A la Petite Chambre du Parlement fédéral suisse, M^{me} Maya Graf (Parti des Verts du canton de Bâle-Campagne, Conseillère aux Etats), vient de déposer (en décembre 2024) un postulat concernant le projet de loi. Il sollicite le Conseil fédéral à se prononcer sur ce qu'il envisage en vue de protéger les enfants et les adolescents d'une consommation excessive et nocive des médias sociaux. Elle interpelle le Conseil fédéral sur son attitude concernant l'interdiction des smartphones dans les écoles ainsi que sur l'interdiction d'accès à des plateformes médiatiques telles que TikTok ou Instagram pour les moins de 16 ans.

M^{me} Graf justifie son intervention par la masse des alertes scientifiquement confirmées selon lesquels les portables à accès numérique exercent des influences nocives considérables sur nos enfants et adolescents. Selon les spécialistes, leur usage excessif nuit à leur santé psychique réduisant en plus massivement leur capacité de concentration et d'apprentissage. Elle renvoie notamment aux recherches de Jonathan Haidt et Jean Twenge qui ont montré que depuis l'introduction des portables donnant accès au monde numérique, le nombre de jeunes souffrant de dépression, d'anxiété et de pensées suicidaires

avait augmenté à dimension alarmante. Graf dirige l'attention à d'autres pays aussi, par exemple au gouvernement australien qui vient de décider d'interdire l'accès à des plateformes telles que TikTok et Instagram aux moins de 16 ans. Selon son intervention, d'autres pays, comme l'Italie et la France, avaient introduit, depuis 2018 déjà, une interdiction ou des restrictions d'utilisation des smartphones dans leurs écoles. Aux Pays-Bas, cette interdiction s'applique à tous les niveaux scolaires depuis septembre 2024.

Maya Graf cite également les effets positifs de telles mesures sur le comportement d'apprentissage et les interactions sociales des élèves, renvoyant notamment aux recherches du professeur Manfred Spitzer, neurologue et spécialiste du cerveau, qui démontrent un lien entre la disponibilité permanente des smartphones dans les salles de classe et le manque de succès d'apprentissage, l'absence d'apprentissage durable et de pensée focalisée. L'expert de renom constate que l'utilisation de portails de médias sociaux et de jeux informatiques favorisent les comportements générateurs d'addiction et les déficits d'attention, ce avant tout par des incitations per-

manentes au «multi-tasking» (utiliser les capacités du cerveau pour contrôler mentalement nombre de choses à la fois). Selon Spitzer, la forte présence d'écrans entraîne le manque de sommeil ainsi que des problèmes de santé. Graf fait également état de l'impact négatif sur le développement physique et mental des enfants et des adolescents causé par le fait que l'isolation devant l'écran réduit leur apprentissage à résoudre des conflits ainsi qu'à entamer des relations personnelles socialement satisfaisantes.

En conclusion, la conseillère aux Etats mentionne le fait que son initiative est tombée sur du soulagement et d'approbation dans de nombreuses couches de la population. Elle insiste sur le fait que la problématique du temps excessivement passé face aux médias numériques, notamment aux médias sociaux, constitue un grave risque pour le développement sain et propice de la personnalité – risque soulevant une inquiétude croissante. Ainsi, dans un sondage d'opinion réalisé par l'institut de recherche Sotomo, plus de 80% des personnes interrogées se montraient favorables à une interdiction de l'emploi des téléphones portables dans les écoles. Quant à Tik Tok, son

interdiction a été approuvée par les deux tiers des personnes interrogées. Dans l'enquête citée, l'interdiction des téléphones portables a également été largement soutenue par les partis politiques, en particulier par le PS, l'UDC et les Verts. Nous renvoyons nos lecteurs intéressés aux deux articles plus abondants en matière, parus récemment dans nos colonnes¹.

L'argument, perpétuellement avancé, qui prétend l'existence de controverses parmi les experts en matière, désuète depuis longtemps, est généralement mis en avant pour couper court au débat en public qui s'impose, débat dont les bases scientifiquement sont rigoureusement établies depuis longtemps. L'objectif d'une politique responsable doit être de protéger la génération montante des dangers et des conséquences négatives des médias numériques. Dans sa prise de position du 26 février 2025, le Conseil fédéral se montre prêt à recevoir le postulat et faire analyser la situation sous tous ces aspects dans son rapport.

¹ <https://www.zeit-fragen.ch/archiv/2025/nr-4-18-februar-2025>

«Interdire les smartphones ...»

suite de la page 5

irresponsable, un véritable scandale. Nous sacrifions la santé de la prochaine génération au profit de quelques milliardaires. C'est une folie.

Face au fait que Pisa et d'autres tests scolaires livrent depuis longtemps des prestations accablantes de nos écoles – dans les débats sur l'éducation la numérisation est prise souvent comme moyen d'y remédier.

Mais elles sont lamentables précisément à cause de la numérisation en cours et non pas malgré la prétendue défaillance de numérisation. C'est là que le bât blesse.

Y a-t-il des résultats fiables à ce constat?

Oui. Une enquête menée dans plus de 50 pays participant au procès de Pisa a cherché à savoir comment les données liées à Pisa avaient évolué en dix ans. Le résultat met en évidence que plus les pays ont dépensé en faveur de la numérisation du scolaire, plus les résultats des élèves de ces pays se sont dégradés. Il existe donc une corrélation négative entre les dépenses des pays pour la numérisation scolaire et la réussite des élèves. En d'autres termes, la numérisation des écoles ne promet pas l'apprentissage des élèves mais l'affaiblit.

Pour quelles raisons?

C'est très simple. Les médias numériques favorisent démesurément la distraction dans tout procès de formation. Ils empêchent les élèves de se concentrer ce qui aboutit à un état permanent de distraction. Elle réside précisément là, la cause principale du constat qu'ils apprennent moins.

On entend souvent qu'il faut mettre, dans nos écoles, l'accent sur la compétence médiatique. La compétence médiatique est un terme suggérant qu'il existerait une capacité générale dans l'emploi des médias. Une telle capacité générale n'existe pourtant pas. Il n'est pas nécessaire d'avoir la «compétence de googler» pour bien googler. Ce qu'il faut plutôt, ce sont des connaissances préalables. Si par exemple nos jeunes veulent en savoir plus sur les vases Ming, ils doivent déjà en savoir un peu. S'ils ne savent rien et qu'ils tapent «vases Ming» sur la machine de recherche Google, ils n'apprendront rien non plus. C'est notre connaissance préalable des sujets qui nous permet de cibler nos intérêts à l'aide des médias pour en étendre nos connaissances. Encore une fois, il n'existe pas de compétence générale à laquelle je puisse recourir pour améliorer mon emploi des médias. Il suffit de connaître le bouton pour allumer et éteindre, mais c'est assez trivial.

Comment donc acquérir davantage les connaissances préalables?

La meilleure façon d'apprendre est de poser une question à un vis-à-vis, à quelqu'un qui m'instruit ensuite. En fait, cela a été la clé depuis l'invention des écoles. Les Sumériens ont inventé l'écriture. Et une fois l'écriture inventée,



L'apprentissage est un processus social au cours duquel les personnes s'instruisent les unes des autres et les unes avec les autres. C'est ainsi que, dans chaque culture, les connaissances d'une génération sont transmises à la suivante. (photo Wikimedia Commons)

il est devenu évident que leur vie sociale fonctionnerait mieux avec une population sachant écrire et lire. Il y a 6000 ans que l'on a donc commencé à enseigner à lire et à écrire aux enfants d'environ six ans, en plaçant un enseignant parmi cinq ou sept élèves. L'enseignant explique comment faire, les élèves l'imitent et demandent ensuite des explications. Ils sont là, les débuts de toute école et c'est ainsi qu'elle fonctionne le mieux aujourd'hui encore.

Vous adhérez donc à la devise que l'«analogique doit primer le numérique», le livre avant l'Internet?

Les livres sont bons, ils sont moins distrayants que les médias numériques où l'on ne fait que cliquer et cliquer pour constater, après cinq heures de clics, que l'on n'a pas vraiment appris quelque chose. Je pense que du point de vue de l'évolution, les hommes sont des êtres culturels, et la transmission du savoir culturel fait partie de la culture. Cette transmission fonctionne d'homme à homme. L'un montre l'exemple, l'autre l'imité. Ce sont les parents, les pairs, les frères et sœurs, les enseignants. C'est ainsi depuis 100 000 ans que l'enseignement culturel s'est formé de la sorte et cela fonctionne toujours très bien. Et bien sûr, on peut aussi apprendre à jouer de la guitare avec des vidéos YouTube. Mais un bon professeur de guitare, c'est tout autre chose.

Parce que les humains sont des êtres sociaux? Oui, précisément, parce que nous sommes des êtres sociaux et parce que notre manière d'ap-

prendre repose sur le principe d'apprendre les uns des autres et les uns avec les autres. Je ne nie absolument pas que les vidéos YouTube peuvent être utiles aux pays sans accès facile à l'éducation, où il n'y a souvent ni écoles et ni argent pour les enseignants. Mais chez nous, ce sont précisément ceux qui sont peu instruits qui emploient les médias numériques, non pas pour se former mais en perdant leur temps avec des jeux informatiques, Instagram et d'autres activités de distraction qui prennent beaucoup de temps et les empêchent d'apprendre vraiment.

Les esprits se divisent également face à l'intelligence artificielle. N'ouvre-t-elle pas des perspectives prometteuses aux élèves?

Non. Pour apprendre à réfléchir, il faut activer ses propres capacités. S'ils tapent «ChatGPT, écris-moi un essai sur la teneur en eau du boudin noir de Haute-Hesse», c'est qu'ils risquent avoir perdu cette capacité. Ecrire un texte est avant tout une activité de réflexion, car nos pensées ne sont souvent pas linéaires et ne figurent pas en forme linguistiques déjà faite. Lorsque nous ordonnons nos pensées par l'écriture, c'est une activité essentiellement intellectuelle. Ils n'apprennent d'ailleurs pas non plus à jouer au football en le regardant à la télévision. Ils doivent y jouer eux-mêmes! Le cerveau est comme un muscle, il se développe au fur et à mesure que l'on en fait usage.

Chez les adultes, le cerveau a atteint sa forme définitive et le smartphone est omniprésent. En quoi le rôle de modèle des parents importe-t-il aux enfants?

Il est d'une grande importance. Les enfants font ce que font leurs parents. Et les parents ne doivent pas s'étonner si les enfants passent beaucoup de temps sur leur smartphone, si les parents font autant. Les parents sont en effet les modèles de première heure pour leurs enfants, et ce à tous les niveaux.

La politique n'est certes pas présente à la table familiale, mais quel est son rôle dans ce domaine?

Pacte numérique 2.0

ep. En décembre 2024, l'Etat fédéral allemand et les Länder se sont mis d'accord sur la poursuite du «Pacte numérique pour l'école» posant ainsi les jalons du Pacte numérique 2.0. Celui-ci doit mettre à disposition jusqu'en 2030 un total de cinq milliards d'euros pour la numérisation des écoles, pris en charge pour moitié par l'Etat fédéral et les Länder. Dans une déclaration commune, ils ont présenté les points clés correspondants. La nouvelle mesure s'appuie sur le Pacte numérique scolaire (2019-2024), écrivent-ils, et a pour objectif de poursuivre le développement de l'infrastructure numérique scolaire en Allemagne et de l'utiliser durablement. Les trois lignes d'action prévues doivent servir à «l'extension de l'infrastructure numérique», au «développement de l'école et de l'enseignement en fonction de la numérisation» et au «développement de la qualité dans la formation numérique des enseignants». Dans son exposé des motifs, le ministre fédéral de l'Education, M. Özdemir a déclaré: «L'éducation de nos enfants est déterminante pour les chances de vie individuelles de chacun, mais aussi pour l'avenir économique de notre pays». Il demande aux écoles de préparer ainsi les enfants à un monde marqué par le numérique.

Cette démarche dans les écoles allemandes (ainsi que le raisonnement y appartenant) a de quoi irriter face à une époque où de nombreux pays tirent les conséquences des résultats négatifs basés sur les concepts d'éducation numérique – parmi eux d'anciens précurseurs acharnés du numérique à l'école. Ils reviennent à des processus d'apprentissage analogiques, dans lesquels la relation entre les enseignants et les élèves et les moyens d'enseignement analogiques doivent redevenir l'agent décisif dans le processus d'apprentissage (et où les médias numériques sont utilisés tout au plus comme un outil adapté à la situation). Ce retour en arrière et l'acceptation de ce que des études indépendantes et des politiques responsables de l'éducation constatent depuis longtemps, notamment sur les facteurs promouvant un apprentissage réussi seraient à souhaiter aux enfants et aux jeunes allemands (et d'autres pays).

Source: Déclaration commune. L'Etat fédéral et les Länder posent les jalons du pacte numérique 2.0; <https://www.bundesregierung.de/breg-de/actualités/pacte-numerique-2-0-2325422>

Alliance pour une éducation humaine

ep. «L'Alliance pour une éducation humaine – grandir avec les médias numériques et y résister» est une association de citoyens et de citoyennes allemands qui s'engage pour une éducation humaine, favorisant les idéaux démocratiques dans tous les établissements publics scolaires. L'alliance défend l'idée que tous les enfants et adolescents doivent bénéficier, dans les écoles, d'un enseignement et d'un encadrement personnalisé, indépendamment du statut social et de la capacité financière des parents. C'est pourquoi elle critique également les termes tels que «éducation numérique» ou «enseignement numérique», derrière lesquels se cache la défaillance de tout concept pédagogique, compensée par la mise en place effrénée de technologies numériques dans l'enseignement. A la différence de l'Alliance, ces cercles ont pour objectif des concepts technologiques préconisant l'automatisation, la standardisation et le contrôle de l'enseignement.

La politique devrait avant tout enterrer rapidement son Digitalpakt 2 («pacte numérique 2») [voir encadré ci-dessous], car il s'agit désormais d'un anachronisme sans précédent. Dans les pays voisins, les médias numériques sont en train de se faire bannir des écoles, et ce à juste titre. Nous n'avons pas besoin d'un Digitalpakt 2. C'est le contraire qu'il nous faut.

Donc, retour à l'apprentissage analogique dans les écoles?

Oui, bien sûr. Mieux vaut ne pas introduire le «numérique» du tout.

Les interdictions vont encore plus loin, nous avons parlé de l'Autriche et de l'Australie, cette dernière voulant interdire totalement les portables numériques chez les enfants de moins de 14 ans. N'est-ce pas un peu trop? Et est-ce contrôlable?

Je pense que c'est une bonne mesure. Nous interdisons également la pornographie enfantine et les drogues.

Et comment contrôler ce qui se passe à la maison?

Personne ne peut le contrôler, mais on l'interdit tout de même. En interdisant l'utilisation précoce des smartphones, l'Etat donne du soutien aux parents. Car si les enfants insistent ensuite à tout prix sur leur smartphone comme cadeau de Noël, les parents diront: «Tiens, c'est interdit». Certains prétendent qu'on ne peut pas interdire ce genre de choses, que le portable incorpore la libre expression de nos jeunes. A cela je répondrai: lorsque les enfants sont manipulés dix heures par jour, continuellement, cela n'a rien à voir avec leur liberté. Cet argument est de la poudre aux yeux. C'est pourquoi, avec d'autres scientifiques, nous lançons un appel commun pour que les enfants grandissent sans être manipulés par les médias numériques jusqu'à l'âge adulte. C'est mieux pour leur développement physique, leur développement mental et leur santé.

Première publication: Schwäbische Zeitung du 13/03/2025; <https://www.schwaebische.de/regional/baden-wuerttemberg/kindern-smartphones-zu-verbieten-finde-ich-richtig-3403588>; Reproduction avec l'aimable autorisation/Reproduction autorisée (Traduction Horizons et débats)

Comblent le fossé entre la politique et la morale

Postface du livre «Triumph der moralischen Revolution»

de Mikhaïl Gorbatchev

Un nouvel humanisme

«En cette fin de 20^e siècle qui a vu et vécu deux guerres mondiales ensemble avec des formes les plus terribles de totalitarisme, nous sommes confrontés avant tout à la question de la dignité et de la liberté de l'homme – de son droit de vivre la vie que Dieu et la nature ont donnée aux humains et comment préserver l'esprit de cette liberté dans sa pensée et dans sa foi. Ce siècle a mis les idéaux de l'humanisme à une terrible épreuve. [...] Notre dialogue trouve donc son point de départ dans la nécessité d'un nouvel humanisme capable de nous donner de l'orientation. Nous sommes fermement convaincus que le temps de ce véritable humanisme est venu. Cet humanisme renouvelé doit non seulement respecter la personnalité individuelle et savoir rendre intactes la dignité et les valeurs de l'humanité, mais aussi être en mesure de préserver l'humanité de nouvelles tentations nous menant vers la catastrophe.

Les expériences et les leçons à tirer du 20^e siècle peuvent nous aider à façonner cet humanisme. Nous nous trouvons donc tous face à un nombre restreint de questions essentielles: quelles sont les réformes et les évolutions sociales nécessaires après que le radicalisme révolutionnaire s'est révélé si dangereux et que le rêve de l'égalité communiste s'est évanoui? Quels sont

les fondements de la culture et de la foi après que l'extrémisme idéologique s'est déconsidéré lui-même? Comment pouvons-nous surmonter l'injustice dans le monde, maintenant qu'il est clair que le bonheur et la satisfaction des hommes ne peuvent être fondés sur la violence? L'égalité et l'uniformité prises comme valeurs absolues, dans la mesure où elles doivent s'appliquer à tous, détruisent la diversité constituant la vie. Mais s'il en est ainsi, il faut alors se demander ce qui nous est imposé de faire pour que les gens s'épanouissent dans leur personnalité individuelle, se réalisent dans leur quête du bonheur et que nous puissions malgré tout garantir les mêmes droits à tous? Et puisque la morale de classe n'est pas simplement synonyme de moralité, il faut en outre se demander ce qui doit la remplacer et comment nous pouvons protéger la dignité humaine de ceux qui n'ont aucun pouvoir d'influence, dont la voix n'est pas entendue dans les bruyantes querelles pour davantage de pouvoir et de suprématie ou qui ne parviennent pas encore à participer à la richesse et à l'abondance de la vie».

tiré du livre de Gorbatchev, Mikhaïl et Ikeda, Daisaku: *Le triomphe de la révolution morale*, éd. allemande (Editions Herder 2015), préface, extraits; trad. de l'allemand Horizons et débats.

De nos jours, les valeurs et les systèmes qui ont été à l'origine du développement de la civilisation européenne moderne ont pratiquement atteint leurs limites. Le consumérisme effréné et l'accumulation continue de capital se trouvent en contradiction flagrante avec les intérêts fondamentaux de l'humanité et menacent l'équilibre entre l'homme et la nature. La toxicomanie, le terrorisme et la criminalité ne cessent d'augmenter, et personne ne semble pouvoir y remédier. Quant aux conflits ethniques qui ont refait surface ces dernières années, ils ont pris l'humanité totalement au dépourvu.

C'est pourquoi il se pourrait que notre démarche consistant à réfléchir aux leçons morales que nous pourrions tirer de l'expérience de l'humanité au 20^e siècle soit finalement profitable, même si elle ne vise qu'à susciter une réflexion approfondie sur l'état spirituel et moral de notre époque. [...] Les valeurs universelles de l'humanité constituent une réalité tangible et susceptible de guider les différentes cultures vers un rapprochement et une compréhension mutuelles.

A tout cela, il faut pourtant ajouter une condition préalable qui implique que les interlocuteurs respectifs adoptent le langage de la morale et non celui de la violence et des préjugés. Avec la fin de la guerre froide, le monde a eu cette occasion unique de parvenir enfin à une compréhension globale entre les peuples, qu'il a toutefois laissée largement inexploitée, et ce parce que l'Occident a sous-estimé l'importance morale de ces changements. Il a négligé d'entamer le dialogue avec les pays postcommunistes aspirant à la liberté, un dialogue qui aurait dû être engagé justement sous cet angle moral. Nous étions à l'aube de perspectives et de réflexions géopolitiques entièrement nouvelles, mais l'Occident, pieds et poings liés par des calculs égoïstes, se montra incapable de faire le premier pas dans cette direction. C'est pourquoi je ne voudrais pas que nos lecteurs nous prennent pour de simples donneurs de leçons de morale, aveugles à ce qui se trouve sous leur nez et ignorants des obstacles qui restent à surmonter sur la voie d'une nouvelle civilisation humaniste. Le monde a eu sa part suffisante d'aveuglement égoïste et de zèle égocentrique.

La coexistence pacifique entre cultures diverses

Mais la plupart des lecteurs nous donneront probablement raison sur la nécessité de combler le fossé séculaire qui sépare la politique de la morale. Il nous faut réaliser que le monde de demain ne pourra être qu'un monde de diversité – un monde fait en naître d'autres – et que dans ce monde-là, il ne sera possible de jouir d'une véritable liberté que lorsque celle-ci s'accompagnera d'une ouverture intérieure.

En même temps, il convient de s'interroger sur la manière de parvenir, par ce biais, à une coexistence et à une collaboration pacifiques entre les différentes civilisations. Qui serait en mesure de garantir aux différentes cultures leur droit à un développement indépendant et autonome? Comment éviter que le règlement des conflits régionaux n'entraîne de nouvelles dérives vers une situation de monopole? Qui serait fondé à exercer un arbitrage en cas de désaccord fondamental entre les cultures? Et, la plus importante de toutes les questions, est-il possible d'orienter l'évolution du monde dans une direction préconçue?

Notre monde n'est aucunement devenu plus sûr avec la fin de la guerre froide. Bien des gens considèrent aujourd'hui l'occidentalisation globale de la planète avec autant d'inquiétude que, par le passé, la menace d'une expansion brutale du communisme. L'Occident n'est manifestement pas en mesure d'utiliser intelligemment les résultats de la «pensée nouvelle», qui a libéré le monde de la politique de division par blocs et de la confrontation totale. Les fruits de cette pensée nouvelle, qui n'ont pu voir le jour qu'au prix d'énormes efforts, se pulvérisent littéralement sous nos yeux.

Il y a quelques années à peine où la Russie courut à la rencontre de l'Occident, les bras grands ouverts et avec les meilleures intentions du monde, sans que personne en Occident

ne daigne d'en prendre note. L'Occident se trouva incapable d'avancer vers une nouvelle doctrine de sécurité collective post-guerrefroide ni de concevoir la moindre vision pour une évolution pacifique du monde. Aujourd'hui encore, le destin du monde est déterminé par des structures obsolètes mises en place à l'époque de la guerre froide. Toujours est-il que la dissolution du *Pacte de Varsovie* appela impérativement à mettre en place un nouveau système de sécurité collective en Europe. Mais toutes aspirations paneuropéennes se sont vues vite retomber dans les vieux schémas occidentaux de comportement, selon lesquels seule comptait l'extension vers l'Est de la zone d'influence de l'OTAN. Toute la politique de défense de l'Occident est désormais focalisée sur le nombre d'Etats postcommunistes devenant rejoindre l'OTAN et sur le moment où cela devrait se produire. En réduisant ainsi la mission d'une politique de sécurité européenne ou mondiale sur le plan stratégique seule, le monde occidental écarta les conséquences négatives d'une telle approche partielle les ignorant systématiquement. Cet épisode décevant n'est qu'un parmi les nombreux exemples qui montrent que l'Occident n'était pas préparé, ni moralement ni intellectuellement, aux changements introduits par notre nouvelle politique. En fait, il n'a pas cessé d'avancer sur les sentiers battus du passé.

Celui qui persiste, aujourd'hui, dans un monde non plus écarté en blocs, de prétendre à la suprématie, même affichant les meilleures intentions du monde, court le risque de voir les peuples douter des bienfaits de la démocratie. Il convient de garder cela à l'esprit pendant qu'il est encore temps et que les hommes ne s'en sont pas encore totalement détachés. Le rejet instinctif de cette nouvelle uniformisation, sous des insignes démocratiques, a peut-être déjà conduit à plus de guerres dans le nouveau monde unipolaire que dans l'ancien monde bipolaire, où toute aspiration à la domination mondiale était encore sous contrôle mutuelle. En Occident, on croit encore que les bouleversements qui se sont produits dans l'ancienne Union soviétique ont été la conséquence de pressions extérieures. En fait, les transformations qui s'y sont produits ont été l'expression d'un progrès moral de toute l'humanité, notamment des peuples qui ne tolèrent plus de vivre sous le joug mensonger de l'idéologie totalitaire. Il faut se rendre compte du fait que ce désir de liberté, de relations amicales avec le reste du monde et de voir la fin de la politique de menaces et de terreur n'était guère un signe de faiblesse politique de la Russie. Le respect des droits fondamentaux et des libertés individuelles à l'occidentale y a bien sûr joué son rôle. Mais il ne faudrait pas en tirer cette conclusion trompeuse selon laquelle les pays de la zone post-communiste n'auraient eu d'autre souci que de se précipiter le plus vite possible vers le «radieux avenir américain» et que, de l'autre côté, la mission de l'Amérique

aurait consisté uniquement à inculquer le plus rapidement possible à ces pays les règles de base de la démocratie.

Les valeurs morales fondamentales: le cœur de la démocratie

Ce qui c'est passé en effet ce fut la tentative de construire une nouvelle civilisation démocratique par la seule voie bureaucratique, en quelque sorte du haut vers le bas. Malheureusement, dans les pays occidentaux, bien des gens ont oublié que le cœur de la démocratie est constitué des valeurs morales fondamentales dont nous avons parlé dans ce livre. Je pense en premier lieu au principe de la dignité morale et politique de chaque individu garantie, ainsi qu'au principe de la tolérance et du respect de l'opinion d'autrui. Je partage l'avis de M. Ikeda selon lequel il ne peut y avoir de véritable liberté et de véritable démocratie que là où l'on renonce à la violence. Une démocratie qui s'impose par la force – ou, comme en 1993 en Russie, à coups de grenades anti-chars – est vouée à l'échec. La démocratie n'est pas compatible avec une morale ambiguë. Lorsqu'en octobre 1993, le bâtiment du Parlement à Moscou a été bombardé et pris d'assaut, l'Occident a fait preuve de ce genre de morale à deux vitesses, trahissant ainsi ses propres principes. Je me demande souvent ce qu'il advient d'une démocratie qui s'est imposée par la force. Que se passe-t-il lorsque ceux qui ont précédemment eu recours à la violence se retrouvent soudainement en position de faiblesse? Et quelle est la durée d'une période de paix lorsque ceux qui l'ont imposée à coups de missiles perdent toute influence?

Je ne mets absolument pas en doute les valeurs de la démocratie, ni sa capacité à canaliser l'évolution de la société en ces temps difficiles. J'ai été et je demeure un adversaire du pouvoir autoritaire et de toute pratique et idéologie de la «poigne de fer». Seule une transition par le biais d'élections démocratiques libres peut permettre de passer du totalitarisme à la démocratie. C'est aussi la raison pour laquelle j'ai insisté pour que des élections parlementaires et présidentielles soient organisées à intervalles réguliers en Russie. Par conséquent, si nous sommes déterminés à faire émerger une nouvelle civilisation humaniste, il est de notre devoir de soumettre l'idéologie libérale et les institutions démocratiques à un examen critique. La conscience de l'humanité doit se développer dans deux directions à la fois. En lançant la politique de la *Perestroïka*, nous avons procédé à une analyse critique et implacable de l'idéologie et de la pratique du communisme. Il nous est apparu clairement que l'idée de pouvoir forcer les gens à être heureux ne mène à rien de bon et que le recours à la violence se retournera tôt ou tard contre ses auteurs.

M. Ikeda et moi-même avons déjà longuement discuté du fait que la violence et l'extrémisme révolutionnaire sont injustifiables. Au

cours de notre entretien, nous avons discuté très longuement de la critique de l'extrémisme communiste et de sa tentative de transformer le monde de manière radicale. C'est pourquoi, dans cette postface, je veux profiter de l'occasion pour affirmer clairement qu'il nous faut également débattre sérieusement des faiblesses et des insuffisances des institutions de la démocratie occidentale.

Les leçons des guerres des Balkans

Le totalitarisme communiste a aujourd'hui presque totalement disparu, et pourtant la crise de la civilisation moderne ne cesse de s'étendre. Les populations meurtries de Bosnie, par exemple, ont dû payer un lourd tribut à la volonté de l'Occident de transformer le plus rapidement possible les anciennes républiques de Yougoslavie en républiques présidentielles indépendantes. Des décisions internationales de grande portée ont été prises concernant l'ex-Yougoslavie, sans tenir compte des spécificités de cette région.

L'Occident n'était pas suffisamment préparé pour pouvoir mener à bien une mission de paix, ce qui a finalement obligé l'ONU à intervenir dans le conflit avec les mesures qui s'imposaient, y compris des bombardements massifs. Et les premiers accords étaient à peine signés que déjà les premières fissures apparaissaient dans la confédération croato-musulmane.

Dans le nouveau monde unipolaire comme ailleurs, le sort de populations entières dépend une fois de plus des humeurs du moment des responsables politiques américains, voire des campagnes électorales des différents candidats à la présidence.

Lors des *Accords de Dayton* de 1995, on a finalement abouti à des décisions qu'on aurait pu prendre dès le début avec un peu de bon sens, même en connaissant mal l'histoire de la Serbie. Je suis convaincu que la tragédie yougoslave aurait pu être évitée si l'Occident n'avait pas reconnu aussi rapidement l'indépendance de la Croatie, de la Slovénie et, plus tard, de la Bosnie-Herzégovine. Il aurait fallu, au contraire, convoquer une conférence internationale de paix afin d'inciter les diverses composantes nationales à faire des compromis et à garantir les droits des minorités dans les nouveaux Etats-nations. Mais tout le monde semblait terriblement pressé de châtier au plus vite les communistes serbes et d'amener aussi vite que possible les peuples de Yougoslavie sur la voie de la démocratie. Une fois de plus, les préjugés idéologiques ont donc relégué tout le reste à l'arrière-plan.

Si les idéologies naissent dans la politique mondiale, c'est notamment parce que les causes et les motivations de la *Pensée nouvelle*, pas plus que nos initiatives pour mettre fin à la guerre froide n'ont pas été évaluées objectivement. Nous ne nous sommes pas débarrassés de l'ancien fardeau idéologique pour nous transformer aussitôt en esclaves d'une nouvelle idéologie ou adhérer désormais aux idées d'un *Milton Friedman* ou d'un *Friedrich August von Hayek*. Nous avons rejeté toute idéologie au nom de la morale.

L'oubli de l'Histoire

Il est donc à mon avis tout à fait logique que les principes et les institutions de la démocratie – et en particulier de la démocratie américaine – doivent également faire l'objet d'un examen critique. Les tentatives de l'Occident d'organiser des élections libres dans une Bosnie ethniquement divisée, afin de la transformer en quelque sorte en une nouvelle Amérique, ont réellement plutôt mal tourné. L'une des raisons de cette situation est que l'on n'a tout simplement pas tenu compte de certains éléments fondamentaux. Par exemple, du fait que les Serbes de Bosnie, qui ont tenté pendant cinq cents ans de se libérer de la domination ottomane, allaient d'un seul coup devoir vivre dans un pays qui serait peut-être dirigé par un président musulman. Même en Afrique, lorsqu'elle s'est libérée du colonialisme, l'histoire des différents Etats n'est pas repartie de zéro. Les peuples des Balkans ont une histoire de plus de mille ans qu'il est impossible d'effacer d'un trait de plume. C'est pourtant ce qui s'est passé, et c'est également ce qui s'est passé

Morale et humanisme – un impératif de survie pour l'humanité

Commentaires sur le livre de Mikhaïl Gorbatchev et Daisaku Ikeda: «Triomphe de la révolution morale»

par Karl-Jürgen Müller



ISBN 978-3-451-33279-1

L'exigence de moralité en politique est le plus souvent qualifiée avec mépris de «moralisme». Ce moralisme serait en fait le reflet trompeur d'une attitude nihiliste par rapport à la vie et aux autres (selon Emmanuel Todd): autrement dit, une posture prétendant à la morale mais ne devant, en réalité rien d'autre que servir à court terme ses intérêts partiels. C'est ce qui ressort des justifications de la politique hégémonique occidentale (nous faisons tout «pour la liberté, les droits de l'homme et la démocratie») en débordaient au cours de ces dernières décennies.

Cependant, renoncer totalement à l'exigence de moralité en politique et ne plus miser que sur le pragmatisme, la promotion affichée des intérêts privés et de la politique de domination, ainsi que sur le retour d'hommes (et de femmes) «forts», n'en est pas moins discutable – car là encore, cette approche ne permettra pas de résoudre durablement les problèmes de l'humanité.

Il convient à ce stade de rappeler la signification réelle de la morale: la morale en tant que préceptes fondés anthropologiquement

et éthiquement sur le sens et le devoir de la vie humaine et des communautés humaines. Elle stipule des principes basés sur la nature sociale et la dignité de l'être humain, renforcés et nourris par les enseignements de l'histoire et les grands idéaux des religions du monde entier, en vue d'une coexistence humaine harmonieuse. La morale en politique représente ainsi une sorte de clé mentale devant garantir sa survie à l'humanité. Elle trouve sa concrétisation séculaire et ainsi une politique dans ce qui constitue effectivement le droit.

Pourtant, cette authentique morale ne cesse de s'user, de perdre d'importance au sein de la vie politique de nos Etats. C'est pourquoi il importe de perpétuer cette morale et d'honorer les personnalités qui tentent – ou ont tenté par le passé – de la mettre réellement en pratique et en l'ancrant en tant que théorie.

Il convient ici de mentionner un livre publié en 2015 par les éditions allemandes Herder, un ouvrage qui rapporte des entretiens détaillés entre l'ancien Secrétaire général du comité central du PCUS et futur Président du pays, Mikhaïl Gorbatchev, et l'éminent bouddhiste japonais Daisaku Ikeda, intitulé «Le triomphe de la révolution morale».

Ce livre est la dernière traduction en date d'un texte, publié en 1998, par la maison d'édition allemande Siedler sous le titre «Unsere Wege treffen sich am Horizont» (Nos deux voies convergent à l'horizon). En le consultant, on constate que les entretiens de Gorbatchev et Ikeda ont eu lieu peu après 1995, c'est-à-dire il y a près de 30 ans, à une époque où l'érosion de la morale politique était certes déjà bien visible, mais pas encore aussi avancée qu'aujourd'hui.

On ne peut que se montrer encore plus reconnaissant pour les propos perspicaces, clairement énoncés, de ces deux personnalités marquées par leur culture, russe et japonaise. A nous aussi, notamment aujourd'hui, ils tendent le miroir – en leur quête des voies vers un avenir de ce monde unique à la mesure de l'homme.

Le livre comporte cinq chapitres et une postface de chacun des deux interlocuteurs. Il aborde un nombre extraordinaire de sujets, notamment:

- les souvenirs des deux interlocuteurs concernant leur propre parcours, leur vie et

leurs réalisations; dans le cas de Gorbatchev, sa confrontation précoce avec le stalinisme et sa grande estime pour la liberté – sa «patrie» dans le Nord-Caucase lui aurait «appris avant tout la tolérance, le tact et le respect mutuel»;

- les expériences respectives de la guerre que les deux interlocuteurs ont vécues dans leur enfance et leur jeunesse et l'engagement inconditionnel en faveur de la paix qui en a résulté;

- le programme de la perestroïka et de la «pensée nouvelle» de Gorbatchev et son objectif principal (qu'il n'a pourtant pas pu atteindre): préserver l'Union soviétique par des réformes fondamentales et donner à tous les habitants du pays un cadre politique et juridique leur permettant d'évoluer physiquement et mentalement en toute liberté et dignité sans se soumettre au style de vie occidental;

- des analyses historiques sur l'histoire de la Russie, de l'Union soviétique, de la Russie post-1991, et ce pour le cas du Japon aussi, analyses qui font apparaître clairement que la liberté excessive et mal comprise peut rapidement conduire à de graves entraves à la vie commune;

- de la critique sensée de l'intolérance et du fanatisme motivés par l'idéologie et la politique de pouvoir, de la mise en garde contre les abstractions intellectuelles risquant de perdre de vue la réalité et la critique du zèle révolutionnaire du mouvement communiste;

- des discussions approfondies sur la substance humaniste du christianisme et du bouddhisme;

- des réflexions sur une «citoyenneté mondiale» reposant sur le lien commun approfondi des habitants de la planète, sur la base d'une identité nationale sauvegardée et évitant le nationalisme odieux;

- enfin, une recherche de la définition de l'humanisme authentique, pertinente à nos temps modernes. Dans les thèmes de Gorbatchev: «L'objectif [est] de respecter et protéger la vie.» [...] Un nouveau type de véritable humanisme doit s'engager en faveur du droit de chacun à être lui-même et à se développer selon sa voie propre à lui».

Gorbatchev et Ikeda débattent également des possibilités de survie d'une sorte d'hu-

manisme socialiste, après l'expérience du communisme totalitaire et du bolchevisme. Compte tenu du diagnostic selon lequel le capitalisme avec sa «thérapie de choc» ont apporté leur part de souffrances aux hommes après la fin de l'Union soviétique, tous deux plaident pour un socialisme selon les principes «social-démocrates», un socialisme qui intègre la doctrine sociale chrétienne. Tous deux sont d'accord sur un point crucial: de bonnes conditions matérielles sont nécessaires pour une évolution propice du monde, mais pas suffisantes. Dans les paroles d'Ikeda: «Si nous voulons que la société dans son ensemble soit heureuse et contente de son sort, nous devons faire en sorte que chaque individu porte le bonheur et la bonté en son cœur». Ce à quoi Gorbatchev ajoute: «La grande question est de savoir comment amener les gens à prendre soin de leurs valeurs intérieures, à aspirer à l'auto-perfectionnement moral et spirituel ainsi qu'à assumer leurs responsabilités vis-à-vis autrui. [...] Tant que la priorité ne sera pas donnée aux valeurs spirituelles et morales, le monde ne réussira pas le tournant vers une évolution harmonieuse, propice à tous.» Et, très significatif pour ces deux penseurs éminents: elle ne se réalisera que par de petits pas dans la bonne direction: «Notre espoir de survie de l'humanité repose sur le fait qu'il est possible de remplacer la compétition économique et militaire par une émulation envers toujours davantage d'humanité – en nous-mêmes. La mesure du degré d'humanité doit devenir le seul critère permettant d'évaluer si une société peut être qualifiée de véritablement civilisée ou non. Je suis sûr que l'on peut orienter la marche du monde dans cette direction» (Ikeda). Et le dernier mot de Gorbatchev: «Le nouvel humanisme exige du courage et de la persévérance, notamment de la part des millions de personnes qui remplissent modestement et sans prétention leurs devoirs quotidiens, étudient, travaillent, élèvent des enfants et préservent les traditions de leurs ancêtres. Ce n'est guère en sein de ceux qui détruisent la foi en la vie préconisant des modèles sophistiqués ou d'autres tours de passe-passe conceptuels que se retrouve le sens de la vie, mais dans le cœur de tous les gens qui prennent leur destin en leurs propres mains.»

«Comblent le fossé entre ...» suite de la page 7

lorsque la communauté internationale a assisté à l'effondrement de l'Union soviétique en faisant abstraction de facteurs fondamentaux.

Les Etats-Unis, bien loin d'être un modèle

Dans les pays occidentaux, et aux Etats-Unis même, de nombreux scientifiques et hommes politiques invoquent une multitude de raisons qui remettent en question la prétention de l'Amérique à la suprématie mondiale, idéologique et politique.

Leurs arguments sont à peu près les suivants:

Premièrement, les Etats-Unis n'ont pas assez de puissance financière pour mettre en œuvre efficacement tous leurs programmes de soutien à la démocratie dans le monde. La plupart du temps, ils aboutissent même à des résultats contraires à ceux escomptés. Selon ces analyses, le budget national ne parvient même pas à fournir une assurance maladie aux pauvres et aux personnes âgées.

Deuxièmement, les Etats-Unis ne sont, à bien des égards, absolument pas un modèle à suivre. Car même s'ils aident en effet d'autres pays à surmonter leurs conflits ethniques et raciaux, ils se montrent incapables d'en faire autant sur leur propre territoire. Ce qu'on a appelé la «Marche des millions», une grande manifestation afro-américaine qui a eu lieu à Washington en octobre 1995, n'a fait que démontrer une fois de plus que les conflits raciaux continuent de couvrir et que l'on a toujours pas trouvé moyen de combler le fossé entre l'Amérique noire et l'Amérique blanche.

Ensuite, les Américains, comme ils le reconnaissent souvent eux-mêmes, sont tellement prisonniers des mythes relatifs à leur propre pays qu'ils ne sont plus du tout en mesure de prendre en compte d'autres réalités.

L'Américain moyen se fait une idée très approximative des autres cultures et de leur histoire, de sorte qu'il est facile de manipuler l'opinion publique aux Etats-Unis. Et enfin, les médias grand public, qui sont le quatrième pouvoir de l'Etat, exercent en Amérique une incroyable puissance, capable de porter les

présidents au pouvoir et de les renverser. La grande majorité du peuple américain est à ce point occupée à gagner sa vie qu'elle doit se contenter de l'image du monde qui lui est transmise par les médias électroniques. Les tendances de l'opinion publique, mais également les tendances politiques, dépendent donc entièrement de la probité et de l'intégrité de ceux qui contrôlent les groupes de médias.

Seule une véritable révolution culturelle, inédite et globale, qui rendrait chaque individu réellement conscient de ce qu'est la politique mondiale, pourrait contribuer à affaiblir cette toute-puissance du «quatrième pouvoir» qui ne cesse de s'étendre.

Même si le 20^e siècle a sans aucun doute remporté de grands succès dans l'éducation de larges pans de la population, nous devons également reconnaître par ailleurs le caractère inachevé des tâches cruciales que nous ont léguées les grands enseignants et éducateurs de l'humanité.

Même dans les nations les plus avancées, y compris aux Etats-Unis, le niveau moyen d'éducation de la population est vraiment bas. La hausse de la consommation de drogues et la montée de la criminalité montrent clairement que les âmes des individus se trouvent en état précaire, que la société moderne manque de valeurs spirituelles et d'humanité.

Malgré tous les efforts, le fossé qui sépare la partie éduquée de la partie non éduquée de la société ne cesse de se creuser, ce qui a pour conséquence de permettre la manipulation de millions de personnes par le monde politique. Bien que les Etats-Unis se soient imposés comme leader de la civilisation démocratique actuelle, ils n'en sont pas moins touchés eux aussi par tous ces problèmes.

La civilisation occidentale doit se remettre en question

Les problèmes et les contradictions du système politique des Etats-Unis, avant-poste des démocraties occidentales, ne sont qu'un exemple illustrant notre thèse selon laquelle il est grand temps à faire le point sur la civilisation libérale moderne dans son ensemble.

Mais toute discussion sur ce sujet doit aussi nous amener à réfléchir sur la manière d'éviter une nouvelle uniformisation du monde. On ne viendra à bout des problèmes posés par la

sécurité mondiale que si tous les Etats acceptent d'assumer ensemble la responsabilité de l'avenir de l'humanité. J'emploie ici le mot sécurité au sens le plus large, englobant non seulement le domaine militaire, mais aussi ceux de l'économie, de l'écologie et des technologies de l'information.

Comme tous les projets visant à instaurer un gouvernement mondial se sont avérés être de purs chimères, il est urgent de commencer à réformer les organisations internationales déjà existantes. L'ONU, en particulier, doit renforcer son pouvoir et sa capacité d'action en matière de pacification des conflits internationaux. Le cas de la Bosnie a en effet mis au grand jour toutes ses carences en ce domaine. En premier lieu, le manque de moyens financiers et la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Et ensuite, le rôle discutable du Conseil de sécurité.

En effet, on a pu constater par le passé que ses membres se laissaient guider en priorité par leur propre intérêt national, tout en décidant de mesures de maintien de la paix et qu'en conséquence ils apportaient leur soutien plutôt à l'une qu'à l'autre partie du conflit. Il est évident que cela ne mène pas à la détente, mais à une aggravation des conflits respectifs. Quelles sont donc les conclusions que l'on peut en tirer? L'ONU n'aura d'avenir que si elle devient une organisation totalement indépendante, dotée de ressources financières suffisantes et capable d'agir selon ses propres principes politiques dans l'intérêt du maintien de la sécurité mondiale. Jusqu'à présent par contre, l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité dépendait avant tout de la puissance économique et militaire d'un Etat.

Mais il existe d'autres critères permettant également de caractériser une culture, et il sera donc nécessaire d'élargir le cercle de ses Etats membres. Car si nous voulons vraiment faire naître une nouvelle civilisation au sens d'un monde constitué de mondes diversifiés, le Conseil de sécurité doit pour le représenter, lui aussi, devenir un monde réfléchissant l'existence de mondes diversifiés. Les représentants de toutes les cultures existantes, sans exception, doivent avoir le droit d'influencer les décisions du Conseil de sécurité, car celles-ci concernent aussi, d'une manière ou d'une autre, la sécurité de l'humanité tout entière.

L'avenir des Nations unies

En tant qu'Etats souverains, les membres des Nations unies ont jusqu'à présent toujours placé leurs propres intérêts nationaux au-dessus de tout le reste. En revanche, si l'on concevait l'ONU dans le sens d'une définition civilisationnelle telle que je viens de la décrire, cela donnerait au Conseil de sécurité la possibilité de dépasser progressivement le cadre d'une simple organisation d'Etats souverains – c'est-à-dire d'accéder à un niveau supérieur et impartial – et lui permettrait de prendre des décisions dans l'intérêt de l'humanité tout entière. La question de l'interaction entre l'ONU et les organisations régionales devrait alors être traitée à la lumière de cette définition de la civilisation.

Il faut encore citer ici une organisation qui est en rapport à la fois avec ce que j'ai esquissé comme perspective pour l'ONU et avec ce dont M. Ikeda et moi avons débattu: l'Unesco.

En effet, si l'humanité ne cesse de converger pour ne former qu'une seule entité, pourquoi ne pas songer à élaborer des lignes directrices pour un système d'éducation et de formation inspiré de ce que nous appelons le nouvel humanisme et basé à la fois sur les expériences morales de toute l'humanité et sur la sagesse des grandes religions.

Et finalement, il faudrait aussi réécrire, dans un manuel d'envergure, l'histoire du monde non pas comme une chronique des guerres, mais comme celle des actions morales. Il semble donc presque ironique que le «Washington Post» ait ouvert un concours sur la personnalité la plus remarquable du deuxième millénaire avec un article sur Gengis-Khan.

Aujourd'hui, cependant, il est nécessaire de s'atteler à une tâche plus vaste, à savoir la réorientation culturelle de toute la civilisation humaine et une nouvelle réforme morale et culturelle.

Source: «Vom Neuen Denken zu einer neuen Politik» (Nachwort von Michail Gorbatchev), aus: Michail Gorbatchev/Daisaku Ikeda: *Triumph der moralischen Revolution* (De la nouvelle pensée à la nouvelle politique; postface de Mikhaïl Gorbatchev), extrait de: Mikhaïl Gorbatchev/Daisaku Ikeda. *Triomphe de la révolution morale*;

(Traduction de l'allemand *Horizons et débats*)